L'ÉPICENTRE

L'ACTU ÉCO. & SOCIÉTALE
DU VAL DE LOIRE

À LA UNE
L'OLB EN SA NOUVELLE DEMEURE

ENTREPRISES
À MEUNG-SUR-LOIRE, UN COFFRE-FORT NUMÉRIQUE S'OUVRE AUX ENTREPRISES

FOCUS APPRENTISSAGE FORMATION

DOSSIER
BOIS, FILIÈRE DE PARADOXES

T'HAND'M PREND LA ROUTE

(Lire P.13)

Gratuit #29
Mars / Avril 2023 édition du Loiret

www.lepicentre.online

© Thand'M

Diamant

PROPRETÉ ET SERVICES ASSOCIÉS

Notre métier

- **Entretien des locaux sous toutes ses formes**
  - Locaux commerciaux
  - Secteur industriel tertiaire
  - Entretien parties communes
  - Entretien parties privatives (résidences étudiants)
  - Syndic de propriétés
  - Collectivité
  - Remise en état des locaux (habitation, locaux commerciaux et bureaux après travaux)

Nos spécificités :

- **Intervention après sinistres**
  > Travaux préparatoires et assèchement après dégâts des eaux
  > Décontamination après sinistre incendie

- **Certification BIOCID**
  > Intervention 3D : dératisation, désinfection, désinsectisation
  > DSVA (désinfection par voie aérienne)

- **Recherche de fuite**
  > Détection par gaz traceur, caméra thermique et procédé acoustique

- **Centres d'intervention**
  > Centre-Val de Loire
  > Paris Ile de France
  > Yonne

QUALIPROPRE

Tél. 02 38 51 18 19

Mail : diamant45@orange.fr

ZAC de la Nivelle - 150, rue des Moulins - 45750 Saint-Pryvé-Saint-Mesmin

https://diamant-proprete.fr

Mars / Avril 2023
ÉDITION DU LOIRET
Gratuit
#29
www.lepicentre.online

Groupama Up /
Espace entreprises,
2 avenue de Chateaudun
CS1319 - 41013 Blois Cedex
02 54 74 30 39

PRÉSIDENT
François Delaisse

DIRECTRICE DE PUBLICATION
Delphine Sergheraert
direction@lepicentre.online
06 45 76 38 62

RELATIONS EXTÉRIEURES
Philippe Duisit
06 33 22 43 19
Guillaume Malbo
06 33 12 77 56

CONTACTS COMMERCIAUX
Philippe Massicot
06 45 76 98 51
Denis Labrune
06 86 70 03 85

IMPRESSION
Imprimerie Baugé, Descartes

GRAPHISME
DCO'M Sabine Virault
06 83 05 56 51

MAQUETTE
Culture Com

RÉDACTEURS
Estelle Cuiry,
Stéphane De Laage,
Bruno Goupille,
Johann Gautier
Laëtitia Piquet
Sophie Manuel
Frédéric Fortin
Maxence Yvernault
Émilie Marmion
Camille Colloch

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S.
Au capital de 10 000 euros
Siret 53804876000028
Dépôt légal & parution
ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

IMPRIM'VERT

PEFC 10-31-1080

ÉDITO

Chaque année, on la redoute, de plus en plus, et chaque année, elle revient, de plus en plus tôt : la sécheresse. En 2023, en mars, les nappes phréatiques sont au plus bas et certains départements français sont déjà en restriction d'eau. Le monde agricole est en alerte et bien au-delà, de nombreux secteurs d'activités craignent d'être touchés par une nouvelle sécheresse estivale, après une année 2022 déjà enregistrée par Météo France comme la plus chaude de ces dernières décennies.

Il est une filière qui bien qu'un peu moins médiatisée, est impactée directement par les dérèglements climatiques. À l'heure où la forêt française devait déjà composer avec, à la fois une demande en hausse, notamment pour la construction et le chauffage, et les soubresauts de la mondialisation ; elle doit maintenant aussi se frotter aux enjeux climatiques et affronter canicules, sècheresse et incendies, qui affaiblissent sa production et bien au-delà, toute la biodiversité. La forêt étant, avec les océans, l'un des réservoirs les plus importants de biodiversité de la planète.

La forêt en Centre-Val de Loire

La forêt en région Centre-Val de Loire couvre 990 000 hectares, soit près d'un quart du territoire. La filière, non-négligeable pour le tissu économique régional, représente à elle seule 2 500 entreprises en région et 20 000 emplois salariés et indépendants. À l'instar des autres forêts françaises, les massifs de Chinon, d'Orléans ou de la Sologne sont donc confrontés à des défis majeurs, qu'ils soient économiques, sociaux ou environnementaux.

« Bois, une filière de paradoxe » est le dossier thématique à retrouver ce mois-ci.

Bonne lecture à tous,

La rédaction

SOMMAIRE

5 EN BREF

NOMINATION : MARC-ANTOINE DE HANNUNA, NOUVEAU PRÉSIDENT DU COMITÉ RÉGIONAL DES BANQUES FBF CENTRE-VAL DE LOIRE

7 À LA UNE

L'OLB EN SA NOUVELLE DEMEURE

À MEUNG-SUR-LOIRE, UN COFFRE-FORT NUMÉRIQUE S'OUVRE AUX ENTREPRISES

10 ACTUALITÉS

ENTREPRISE MESNARD CATTEAU : DIVERSIFICATION ET INNOVATION

36 LE DOSSIER

BOIS : UNE FILIÈRE DE PARADOXES

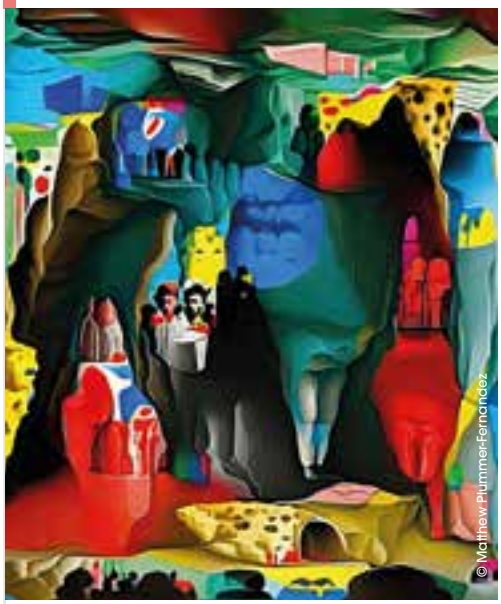
42 ART DE VIVRE

MÉCÉNAT

PATRIMOINE

44 SORTIES

QUAND L'ART ET LE DESIGN S'AFFICHENT SUR DU MOBILIER URBAIN



47 CONJONCTURE

L'APPRENTISSAGE EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

26 LE MAG

L'INTERVIEW PAUSE CAFÉ DE *PIERRE ROLAND*

EMPLOI FORMATION

EN PRATIQUE Rembourser son PGE : un enjeu d'actualité

MANAGEMENT RH La semaine de quatre jours : une solution économiquement viable ?

TRANSITIONS À Fleury-les-Aubrais, les camions vont préférer le train

Nomination : Marc-Antoine De Hannuna, nouveau président du Comité régional des banques FBF Centre-Val de Loire

Le comité des banques de la Fédération bancaire française (FBF) Centre-Val de Loire a élu Marc-Antoine De Hannuna, Directeur des entreprises, des territoires et des grands investisseurs privés au Crédit Agricole Centre Loire, à sa présidence pour un mandat de deux ans. Il succède à Vincent Baron.
Le Comité régional FBF Centre-Val de Loire rassemble les banques adhérentes établies sur ses 6 départements. Il est le relai dans la région des positions et des actions de la FBF, l'organisation professionnelle qui représente l'ensemble des banques françaises et étrangères installées en France.
La FBF, créée en 2001, représente les 330 banques françaises et étrangères qui exercent leur activité en France. Elle dispose d'un bureau à Bruxelles et est présente sur tout le territoire français à travers un réseau de 103 comités régionaux et départementaux. Elle intervient sur toutes les questions réglementaires bancaires et financières aux niveaux français, européen et international ainsi que sur tous les sujets relatifs à la place de la banque dans l'économie et la société. Les banques financent activement l'économie et jouent ainsi un rôle clé pour la croissance et l'emploi. Avec plus de 350 000 salariés, le secteur bancaire français est un acteur dynamique du marché de l'emploi.

TPE ou PME : vous êtes pénalisées par la hausse des prix de l'énergie ? Des aides de l'État encore disponibles !

Pour soutenir les entreprises touchées par la hausse des prix de l'énergie, le Gouvernement a mis en place différents dispositifs d'aide. Ces aides ainsi que leurs modalités diffèrent selon la taille de l'entreprise et les difficultés qu'elle rencontre.Dans beaucoup de situations, elles se déclenchent en transmettant une attestation unique à son fournisseur d'énergie. Alors TPE ou PME, n'attendez plus !

Le bouclier tarifaire (TPE)

Pour les TPE, avec un contrat au tarif réglementé de vente (TRV), ayant un compteur électrique d'une puissance inférieure ou égale à 36 kVA. Le principe : la hausse des factures d'électricité est limitée à 15%, à compter du 1er février 2023. Pour en bénéficier, il suffit de transmettre une attestation sur l'honneur à votre fournisseur d'énergie. Attention, le bouclier sur le gaz n'est plus applicable aux entreprises en 2023. Elles peuvent toutefois être éligibles au guichet d'aide aux paiements des factures.

Le tarif garanti (TPE)

Pour les TPE qui ont renouvelé leur contrat de fourniture d'électricité en 2022 et qui ne bénéficient pas du tarif de vente réglementé. Le principe : les fournisseurs d'énergie s'engagent sur un tarif moyen en 2023 de 280€ du MWH (à noter, il s'agit d'un tarif moyen sur l'année, il peut donc y avoir des fluctuations mensuelles).

L'amortisseur électrique pour les PME* et certaines TPE

Pour les PME et les TPE ayant un compteur électrique d'une puissance supérieure à 36 kVA (donc non éligibles au bouclier tarifaire). Ici, l'État prend en charge la moitié du prix du MWh compris entre 180 et 500 euros. Pour en bénéficier : transmettre, avant le 31 mars 2023, une attestation sur l'honneur à votre fournisseur d'électricité.
Une seule attestation pour obtenir l'une de ces trois aides : en utilisant celle fournie par votre fournisseur ou en la téléchargeant sur le site impot.gouv.fr ou sur economie.gouv.fr

Le guichet d'aide au paiement des factures gaz/électricité pour les PME, les entreprises de taille intermédiaire (ETI*) et grandes entreprises

Pour qui ? Toutes les entreprises dont les dépenses d'énergie (électricité ou gaz) ont représenté au moins 3% du chiffre d'affaires en 2021, et dont ces dépenses connaissent une hausse de plus de 50% par rapport à 2021.
Dans ce dernier cas, l'État compense une partie des surcoûts des dépenses d'énergie. Le guichet d'aide au paiement des factures d'électricité et de gaz comprend plusieurs volets, plafonnés respectivement à quatre, 50 et 150 millions d'euros selon les spécificités de l'entreprise. L'intensité de l'aide dépend donc de ces spécificités.
Pour en savoir plus et en bénéficier : consulter le site impots.gouv.fr et faites votre demande via votre espace personnel. L'éligibilité à l'aide gaz et électricité peut être vérifiée à l'aide d'un simulateur : https://www.impots.gouv.fr/simulateur-aide-gaz-electricite
À noter : Depuis le 1er janvier 2023, les TPE éligibles au dispositif de l'amortisseur électricité et qui rempliraient toujours, après prise en compte du bénéfice de l'amortisseur, les critères d'éligibilité au guichet d'aide au paiement des factures d'électricité et de gaz, peuvent solliciter cette aide. Elle est donc cumulable avec l'amortisseur électricité et le prix garanti.

Paul Sechaud, directeur général d'Orléans events :

« CO'Met est un formidable outil au service du développement d'Orléans »

Voilà deux mois qu'Orléans events a pris la gestion des équipements événementiels d'Orléans Métropole, et notamment celle de la prestigieuse CO'Met, à sa charge. Bilan avec son directeur général, Paul Sechaud.

Paul Sechaud, directeur général d'Orléans events.

De la grande réussite de l'inauguration du nouveau complexe événementiel CO'Met, début janvier, Paul Sechaud, directeur général d'Orléans events, retient deux choses : la bonne prise en main de l'équipement par les équipes d'Orléans events et Orléans Métropole et son appropriation par le public (10 000 personnes ont participé aux portes ouvertes). *« CO'Met est un formidable outil au service du développement d'Orléans. Nous en serons tous les meilleurs ambassadeurs. »*

En effet, GL events, le groupe dont est issu Orléans events, croit beaucoup en la capacité d'Orléans de devenir une destination de tourisme d'affaires de premier ordre. *« C'est une ville magnifique, avec un patrimoine architectural et culturel incroyable. Il s'en dégage une vigueur économique et entrepreneuriale qui a incité GL events à se porter candidat pour la gestion de ses équipements de loisirs. »* Outre sa proximité avec Paris, une des clés de la réussite d'Orléans, selon Paul Sechaud, réside dans le tissu d'entreprises qui compose la filière événementielle. *« Un tel écosystème est indispensable à la bonne réussite du développement événementiel d'un territoire. C'est très important parce que, seuls, nous n'y arriverions pas. »*

Autre atout d'Orléans : l'équipement lui-même par sa conception et son positionnement adossé au Zénith. *« Tout cela concourt à rendre la métropole attractive. L'équipement en lui-même, beau et fonctionnel, est suffisamment différenciant pour constituer un élément d'attractivité. »*

Dans le top 5 des destinations événementielles en France

Tout est donc réuni pour que tout soit réussi. GL events ambitionne de positionner CO'Met dans le top 5 des destinations événementielles en France, sous trois ans. *« C'est, pour nous, une véritable volonté. Nous avons la chance de gérer des équipements très complémentaires : le Chapit'O ; le Centre de conférences ; le Parc des expositions ; le Zénith que nous souhaitons proposer aux opérateurs locaux même pour des concerts de moins de mille personnes pour développer une scène plus indépendante ; l'Arena qui offre la possibilité aux artistes de passer de 6 900 à 8 900 places (c'est le cas pour Michel Polnareff, Christophe Maé, Soprano, Maître Gims, Bigflo et Oli...) ; l'auditorium qui a une acoustique, un confort et une esthétique particuliers, une salle où l'on peut programmer des artistes dans des configurations plus intimistes. »*

Orléans events vise quatre marchés principaux pour développer *« la destination Orléans »*. D'abord, les congrès nationaux et internationaux. Des congressistes passent deux ou trois jours à Orléans et y reviendront éventuellement pour un week-end en famille. Ensuite, le tourisme d'affaires qui génère des augmentations de fréquentation pour le tourisme de loisirs. Les salons professionnels, soit tournants, soit à créer. *« Notre rôle : inciter les opérateurs à envisager d'organiser leur événement à Orléans. »* Enfin, les événements grand public. Salon des loisirs créatifs, Foire expo, Salon de l'habitat… *« Des événements qui contribuent à l'animation de la métropole, des marqueurs du territoire que l'on se doit de produire et de développer. »*

« Nous travaillons avec les collectivités pour la mise en place d'une dynamique événementielle sur le territoire. Nous ambitionnons d'accentuer la programmation sportive de l'Arena, l'écrin idéal pour ce type de grandes fêtes. Nous nous positionnons sur de grands moments de sport à venir. Nous travaillons activement sur la venue de l'équipe de France de volley en juin. Nous avons également un formidable programme avec des spectacles, des concerts, notamment le salon moto et 2 roues du 10 au 12 mars, la Foire expo du 24 mars au 2 avril, les Harlem Globe-trotters le 2 avril, Florence Foresti le 5 octobre… ». Sans compter sur l'annonce ces dernières jours, de la venue de la star internationale Sting, qui se produira le 6 juillet sur la scène de l'Orléans Arena !

Le lancement de CO'Met est donc un premier round réussi et prometteur. Êtes-vous prêts pour les suivants ?

Estelle Cuiry

L'OLB en sa nouvelle demeure

Le nouveau complexe orléanais CO'Met a officiellement ouvert ses portes en début d'année. Il abrite notamment une aréna de 10 000 places, normée pour accueillir des compétitions sportives de dimension européenne. L'OLB y installe ses nouveaux quartiers et jouera sa première rencontre début avril. Elle espère bien rejoindre Blois en Pro A la saison prochaine et convaincre de nouveaux partenaires de l'accompagner.

Intégrer une nouvelle maison se fait souvent avec un pincement au cœur ; l'OLB n'échappe pas à la règle. Orléans Loiret Basket intégrera CO'Met le 1er avril prochain, à l'occasion d'un match de Pro B contre Angers. Jamais l'expression *« jouer à domicile »* n'aura eu autant de sens. Car après avoir joué presque trois décennies au Palais des sports d'Orléans, l'équipe de basket recevra désormais à CO'Met. Les dimensions changent radicalement, passant d'une salle de 3 200 places à 10 000 places, même si la jauge modulable sera contenue à 5 200 places. C'est tout un écosystème que les joueurs et le staff devront s'approprier. L'outil est beau, efficace, et même impressionnant. Les joueurs sont comme des acteurs, cette nouvelle scène devient la leur, ouvrant de nouvelles perspectives en termes de performances sportives et de formation des jeunes. *« C'est aussi un écrin pour le développement économique du club et les partenariats avec les entreprises,* ajoute le président du directoire, Olivier Rouet. *Le match de basket devient prétexte au partage, l'occasion de faire vivre et d'être fier de son territoire ».*

Créateur d'émotions

Les finances sont-elles au cœur de tout à ce niveau de la compétition ? *« Bien sûr, la réalité est certes une compétition sur le parquet, mais alimentée par une hyper concurrence des budgets entre les clubs. Dans la durée, la performance est corrélée à la masse salariale des joueurs. Et dans le Top 3, la probabilité qu'un club finisse dans les premiers est vérifiée ».*

Pour autant, Olivier Rouet veut garder la dimension sportive, presque affective, au premier rang des motivations de son club. *« Le plus de zéros ne fait pas tout non plus,* dit-il, *les contre-exemples existent. Performer, c'est l'alchimie d'une foule de détails, une dynamique, des bons joueurs et du talent ».* L'OLB veut ainsi compenser ses moyens financiers limités. Par l'innovation et l'énergie, mais aussi en embarquant de nouveaux partenaires, aux côtés de ceux déjà les plus en vue : Caisse d'Épargne, Toyota, Suez ou Super U.

Tout le monde s'accorde à dire que CO'Met est un outil exceptionnel. Reste à ce que le club et les sponsors s'approprient ce bâtiment pour faire vivre le territoire. Le message aux entreprises est clair : *« Le basket est un sport génial,* s'enthousiasme Olivier Rouet. *Un jeu qui prend une dimension économique, mais qui reste un jeu. Sport d'audace, d'attaque et d'adresse. La charge émotionnelle est au rendez-vous à tous les matchs ».*

Pour vivre cette intensité, CO'Met propose de nouvelles offres pour les partenaires : des loges de 9 à 18 places, des salons clubs pour des événements privatifs, et pour les sensations fortes, des *« court sizes »*, sièges à l'américaine installés en bordure de terrain pour être au spectacle !

Qu'on se le dise, l'ouverture de l'Arena doit permettre à toutes les entreprises et acteurs économiques, quels qu'en soient la taille et le secteur, des artisans aux multinationales, de s'approprier le lieu et le club.

Stéphane de Laage

Pour contacter l'OLB : Christophe Combe-Morel,
responsable commercial 06 24 43 71 33
commercial@orleansloiretbasket.fr

À Meung-sur-Loire, un coffre-fort numérique s'ouvre aux entreprises

Spécialisée dans les systèmes de télécommunications, Add-On Multimédia met son data center sécurisé de Meung-sur-Loire à la disposition des entreprises.

« Bienvenue dans un monde de paranoïa ! », s'amuse Christian Effoudou, le directeur général d'Add-On Multimédia, en faisant visiter le data center (centre de données) qu'il met à la disposition des entreprises. Un monde de paranoïa car, dans l'univers des données informatiques, les craintes et les peurs se cumulent. Peur des attaques virales, des intrusions physiques, des vols, des pannes d'électricité, des incendies et, pourquoi pas, de la chute d'un missile… ! Côté sécurité et sauvegarde des données, l'entreprise a vu large. *« Les alimentations électriques sont doublées, tout comme les faisceaux de fibre optique qui empruntent des parcours différents avec une capacité de 10 gigabits/seconde »*, explique-t-il. Et si, par malheur, l'électricité venait à manquer, des batteries de secours prendraient le relais instantanément avant qu'un groupe électrogène ne se déclenche et garantisse une autonomie d'au moins dix jours sans recharge de carburant.

Extinction automatique

Et en cas d'incendie ? *« Des détecteurs réagiront immédiatement et enclencheront le système d'extinction automatique à gaz inerte qui étouffe la moindre flamme »*, répond Christian Effoudou en montrant de grosses bombonnes rouges réparties dans le local.
Dans la vaste pièce s'alignent des rangées d'armoires verticales, les fameuses baies informatiques, qui accueillent les serveurs de données. Elles sont aujourd'hui majoritairement occupées par les centraux téléphoniques virtualisés des entreprises clientes d'Add-On Multimédia, l'activité majeure de l'entreprise familiale fondée par Anne Lardeux et Christian Effoudou.
Ingénieur en informatique, il a d'abord travaillé sur de gros systèmes avec une spécialisation dans les réseaux, avant de développer des activités autour des applications numériques à partir de 1994. *« C'était la grande époque des CD-Rom*, se souvient-il. *On en a créé pour des secteurs très différents comme le médical, le BTP, le bois, et même pour les contrôleurs aériens. »*

Opérateur téléphonique à part entière

Progressivement, Add-On Multimédia a évolué vers les télécommunications pour devenir un opérateur à part entière, sous la marque commerciale Add-On Telecom. *« Nous ne sommes pas des intermédiaires qui revendent des solutions externes, mais nous proposons nos propres services de centraux téléphoniques hébergés et de systèmes de communication globaux et interconnectés »*, explique Christian Effoudou qui est membre de l'Association des Opérateurs Télécoms Alternatifs regroupant plus de quarante sociétés. La panoplie déployée par Add-On Telecom intègre aussi bien les accès internet que la téléphonie sur IP ou les flottes mobiles.

Christian Effoudou devant une partie des baies informatiques de son data center.

Environ 400 clients, entreprises et collectivités, ont confié la conception et la gestion de leurs systèmes de télécommunication à l'opérateur alternatif, qui fait travailler dix personnes et réalise un chiffre d'affaires de 1,2 million d'euros. L'expérience acquise dans le secteur des télécommunications favorise désormais un nouveau développement avec la mise à disposition de son data center pour héberger et protéger le précieux capital numérique des entreprises.

Bruno Goupille

Combien ça coûte ?

Le centre de données dispose d'une vingtaine de baies informatiques dans lesquelles les entreprises peuvent placer leurs propres serveurs. Il est possible de louer une baie entière ou bien par moitié, ou par quart.
L'offre d'hébergement fonctionne sur un principe d'abonnement selon des formules différentes en fonction de la puissance de la bande passante qui peut aller de 10 Mbps à 1 Gbps. Les tarifs mensuels appliqués sont adaptés en fonction de l'espace occupé par le serveur du client. Par exemple, un serveur occupant une unité est facturé 99 € HT/mois. Chaque cas est étudié de façon personnalisée et modulable.

Le Campus 45 du Crédit Agricole Centre Loire sort de terre

Le 31 janvier dernier, Crédit Agricole Centre Loire inaugurait son nouveau Business Center à Saint-Jean-de-Braye (45). Le premier bâtiment d'un projet plus grand appelé Campus 45. L'occasion de faire un point sur les travaux encore en cours et les échéances à venir.

En plus de son siège social à Bourges et d'un autre site à Nevers, Crédit Agricole Centre Loire a toujours été *« très attaché à Saint-Jean-de-Braye,* explique d'emblée Xavier Malherbet, son directeur général. *Il y a eu un véritable travail de partenariat avec la mairie et celle-ci reste attachée au Crédit Agricole Centre Loire ».* Alors, quand l'ancien bâtiment de Saint-Jean-de-Braye ne convenait plus, entre le réaménagement du site ou son déménagement, la réponse à ce dilemme a été vite trouvée. Crédit Agricole Centre Loire reste sur son terrain actuel de 4,65 hectares et construit un nouveau site appelé Campus 45.

Un centre pour faire des affaires

L'ancien bâtiment principal de 10 000 m² sera déconstruit. Celui-ci *« a plus de cinquante ans,* poursuit Xavier Malherbet. *Il est devenu inadapté aux contraintes de travail actuelles. C'est une passoire énergétique absolue ! »* Construit en 2011, le bâtiment du Cèdre sera conservé. Avec ses 4 400 m², il accueille une centaine de salariés, répond toujours aux normes actuelles et ne nécessite pas de rénovation particulière.
Avec ses 2 700 m², le Business Center est le bâtiment neuf le plus récent. Les travaux ont eu lieu entre juin 2021 et septembre 2022. La centaine de salariés qu'il peut accueillir a emménagé dans la foulée. Il est composé de bureaux, de cinq salles de réunion et d'un amphithéâtre de 120 places. 90 % des entreprises sollicitées pour la construction de ce Business Center sont issues de la région Centre-Val de Loire.

Livraison au printemps 2024

Le futur bâtiment principal aura une capacité d'accueil de 400 salariés et se veut le futur centre névralgique du Campus 45. Avec sa terrasse, le nouveau restaurant d'entreprise accueillera jusqu'à 280 salariés. La construction d'un amphithéâtre de 400 places est aussi prévue. Crédit Agricole Centre Loire espère, grâce à ses deux amphithéâtres, connecter les trois sites de Saint-Jean-de-Braye, Bourges et Nevers et ainsi limiter les déplacements. 570 places de stationnement seront disponibles à terme, dont un parking au sous-sol du bâtiment principal et un autre, de 190 places, cette fois-ci aérien, avec des panneaux photovoltaïques sur son toit. Une centaine de bornes de recharge électrique seront à la disposition des salariés et des clients.
Ce Campus 45 a été imaginé par l'architecte orléanais Patrice Debaque. Il devrait être livré en mars-avril 2024, pour un emménagement entre le mois de juillet et la fin de l'année 2024. Avec ces travaux, Crédit Agricole Centre Loire passera d'une capacité d'accueil de 500 à 600 salariés sur le site de Saint-Jean-de-Braye. La société entend ainsi faire face à l'augmentation de ses effectifs et à l'évolution des métiers. Ce nouveau site permet aussi de développer *« l'attractivité de l'entreprise, l'image employeur et la qualité de vie au travail,* ajoute Xavier Malherbet. *Maintenant, ce sont les collaborateurs qui nous choisissent et qui nous recrutent. Et, ce projet est attendu des salariés actuels. »*

Maxence Yvernault

Le futur Campus 45 vu du ciel.

Au premier plan, le futur bâtiment principal. En arrière-plan à droite, le bâtiment du Cèdre. En arrière-plan à gauche, l'ancien bâtiment principal qui sera déconstruit.

Le Business Center.

Le bricoleur devient banquier

L'inauguration du Business Center était l'occasion pour Xavier Malherbet d'officialiser l'installation d'une agence Crédit Agricole à la place du magasin Mr Bricolage, rue des Halles à Orléans. Idéalement située près du cinéma Pathé Orléans, la boutique était inoccupée depuis janvier 2020. Le directeur général salue *« une opportunité d'au moins 900 à 1 000 m² de surface. »*

Entreprise Mesnard Catteau : diversification et innovation

Toutes les entreprises prometteuses du Loiret ne sont pas forcément implantées dans les grands parcs d'activités du territoire. Rencontre avec Sébastian Luche, PDG de Mesnard Catteau, implantée dans le village de Saint-Loup-des-Vignes.

L'entreprise Mesnard Catteau, implantée à Saint-Loup-des-Vignes, fêtera cette année ses 75 ans d'existence ! Reconnue pour son savoir-faire et la qualité de ses produits, elle est spécialisée dans la fabrication de non-tissé aiguilleté.

Sébastian Luche, arrière-petit-fils d'un des fondateurs, a pris la tête de l'entreprise en 2017 avec un objectif : diversifier les produits et la clientèle. « *La diversification est enclenchée,* affirme le PDG. *Aujourd'hui, nous faisons 50 % de notre chiffre dans l'automobile. Notre but d'ici 2030 est de ne plus autant dépendre de ce marché.* » Automobile, mais aussi bâtiment et jardin. Mesnard Catteau propose par exemple des panneaux acoustiques et des revêtements muraux techniques, fruits de deux années et demie de R&D, des nappes d'hydratation et de drainage pour les toitures végétalisées, des feutres de paillage. L'entreprise est devenue le leader français pour les sous-couches de carrelage phonique. « *La grande majorité des fibres utilisées pour concevoir nos produits est issue du recyclage des bouteilles. Nous sommes la seule entreprise française à fabriquer du non-tissé aiguilleté à partir de fibres recyclées.* »

Des projets innovants pour les années à venir

« *Notre site de 9 200 m² à Saint-Loup-des-Vignes est un formidable outil de production. Nous avons beaucoup investi pour le sécuriser. Tout le bâtiment est par exemple sprinklé*. En termes de ressources humaines, le fait d'être implanté à la campagne peut être vu comme un inconvénient. En 2022, nous avons énormément travaillé pour optimiser notre recrutement. Nous avons repensé notre relation au travail ainsi que notre façon de recruter et d'intégrer nos collaborateurs. Nous sommes une entreprise à taille humaine. Il est important que nos salariés se sentent bien chez Mesnard Catteau et que nous partagions les mêmes valeurs.* »
En février, la société a ouvert un bureau au Lab'O à Orléans pour que ses salariés, dont les fonctions sont réalisables à distance, puissent profiter d'un mode de travail hybride.

Coloris Panneau Piano.

Sébastian Luche, PDG de Mesnard Catteau.

Mais la situation géographique de Mesnard Catteau n'est pas vue que comme un désavantage. L'entreprise l'envisage plutôt comme un avantage innovant : « *Il y a de nombreux champs de chanvre autour du site. Nous souhaitons en profiter pour créer un nouvel isolant naturel fabriqué avec cette fibre 100 % locale. Les unités de production devraient être opérationnelles en 2025-2026.* »

Mesnard Catteau travaille sur un autre projet de croissance sur dix ans : le retraitement des déchets. « *Aujourd'hui, nous perdons entre 20 et 30 % de produit à la découpe. Ces ''pertes'' ne sont des déchets que si on le décide. Nous venons d'embaucher une ingénieure matériaux qui va nous aider à trouver des débouchés pour ces chutes.* »

Ces deux projets devraient permettre l'embauche de douze personnes (le site en compte trente-cinq). « *Notre objectif ? Atteindre un effectif de cinquante personnes. La société suit une feuille de route baptisée Horizon 25-10. 25 comme 2025 et 10 comme 10 millions d'euros de chiffres d'affaires. Aujourd'hui, nous sommes autour des 7-8 millions. Nous devons passer un cap pour investir. C'est la direction que nous avons décidé de prendre et à laquelle le personnel adhère.* »

Estelle Cuiry

**Le sprinkler est un système de protection incendie automatique.*

CPME, construisons ensemble l'économie de demain

Adhérez simplement en scannant le QR Code

La CPME a officiellement pris la première place des organisations patronales françaises en nombre d'entreprises adhérentes. Pour le Loiret, trois-cents adhérents, 2 200 PME, TPE et indépendants de tous secteurs d'activité, représentant aussi les branches que sont la FFB, l'UIMM, l'UMIH et le Syndicat des Buralistes. Une force importante pour ne pas dire essentielle dans le paritarisme. Car la CPME Loiret siège au sein d'organismes qui concernent toutes les entreprises, comme l'URSSAF, la CAF ou la CPAM... Autant d'interventions qui font entendre leur voix quand des choix importants doivent être pris.

Constant Porcher est président de la CPME Loiret. « *La période que nous vivons depuis trois ans,* dit-il, *nous montre à quel point l'unité est importante. Crise sanitaire, guerre, coût des matières premières, pénurie de carburant, déficit de main-d'œuvre et aujourd'hui la crise énergétique ; nous devons plus que jamais agir ensemble et être aux commandes d'une économie créatrice de richesse et d'emplois* ».

Cette union est portée chaque jour auprès des instances de décision que sont les ministères et l'Élysée. Grâce à la cohésion des entreprises sur le terrain, l'écoute et l'accompagnement, François Asselin, président national de la CPME, se fait l'écho de la réalité du terrain.

« *En 2022, nous avons encore été entendus sur bon nombre de batailles,* se félicite Constant Porcher. *L'obtention de la ''garantie prix électricité'', l'allègement des cotisations patronales sur les heures supplémentaires, l'allongement du remboursement du PGE pour les TPE-PME les plus fragiles, ou encore le relèvement du plafond de l'IS au taux réduit de 15%* ».

Notre rôle au plan départemental est de remonter régulièrement les alertes posées par nos propres adhérents pour que les sujets qui ressortent soient défendus par le national. C'est aussi cela la force de notre organisation.

Réseauter, accompagner et former

Le combat n'est pas tout. La CPME Loiret, c'est aussi l'accompagnement de ses entreprises membres. Pour affronter la pénurie de main-d'œuvre, aider le dirigeant à repenser sa position, trouver des solutions aux difficultés d'approvisionnement en matériaux et matières premières…

Dans toutes ces situations, le chef d'entreprise ne doit pas rester seul. Il doit être écouté et pouvoir s'appuyer sur l'expérience des autres, qui souvent vivent la même chose. « *En cela, rappelle Constant Porcher, la CPME est aussi un réseau très fort, au sein duquel l'écoute et le partage sont des valeurs premières* ».

Au quotidien, la CPME Loiret organise des réunions de formation (« *le Parcours Dirigeant* »), où il est question aussi bien de la responsabilité pénale du dirigeant que de stratégie commerciale, d'affacturage ou de communication. Deux fois par an, gratuitement, sont proposées des formations au brevet de secouriste au travail. La CPME contractualise aussi avec les Sapeurs-pompiers pour que les volontaires qui sont dans les entreprises puissent accomplir sereinement leur mission sociale et solidaire avec la Nation. Autant d'actions quotidiennes qui permettent à l'entreprise de se développer sereinement, dans un climat de confiance, avec une vision plus claire de l'avenir.

« *Notre objectif est précis, conclut Constant Porcher, militer inlassablement pour bâtir un environnement plus favorable aux TPE-PME, en gardant en tête notre devise selon laquelle « notre valeur ajoutée, c'est l'Homme* » !

CPME Loiret : 23 avenue des Droits de l'Homme
45000 Orléans - 02 38 54 95 85 - www.cpmeloiret.fr

EN CE MOMENT
pour toute première adhésion au Plan d'Epargne Retraite
jusqu'à **200 €** *Offerts* *

Groupama PARIS VAL DE LOIRE

Savez-vous que la retraite représente en moyenne une perte de revenus entre 30 % et 50 % et jusqu'à 70 % pour les chefs d'entreprise.**

VOUS AVEZ DIT RETRAITE ?

Quels projets avez-vous prévus lorsque vous serez à la retraite ?

Défiscaliser et épargner, c'est possible !

et pour en savoir plus sur votre épargne retraite, rendez-vous sur :
https://manouvellevie.groupama.fr/epargner-pour-la-retraite-c-est-tout-un-art

Il est temps de s'y préparer !
SOYEZ PARFAITEMENT CONSEILLÉ
Rendez-vous dans l'une des agences Groupama près de chez vous.

* Du 1er janvier au 31 mars 2023, pour toute première adhésion au Plan d'Epargne Retraite « Groupama Nouvelle Vie » avec mise en place de cotisations mensuelles d'un montant minimum de 80 €, bénéficiez d'un abondement retraite. Cet abondement équivalent à une mensualité (arrondie à la dizaine d'euros inférieure), et plafonné à 200 €, sera versé par Groupama Gan Vie au terme d'un délai de 6 mois sous réserve de paiement régulier des cotisations. Il sera investi sans frais, sur le(s) même(s) support(s) que celui (ceux) choisi(s) lors de l'adhésion ou en vigueur au jour du règlement en cas de modification des supports depuis l'adhésion. Si vous êtes déjà client retraite Groupama (contrat Madelin ou PERP) et que vous souhaitez transférer votre contrat vers Groupama Nouvelle Vie, après étude de l'opportunité de cette opération, vous pourrez bénéficier de l'abondement dans les mêmes conditions si les nouvelles cotisations régulières mensuelles mises en place sont supérieures de 80 € minimum à celles de votre contrat transféré. ** Source : COR (comité d'orientation des retraites).

LES CONTRATS D'ASSURANCE VIE SONT DES CONTRATS DE GROUPAMA GAN VIE, Société Anonyme au capital de 1 371 100 605 euros - 340 427 616 RCS Paris - APE : 6511Z. Siège social : 8-10 rue d'Astorg, 75008 Paris. Entreprise régie par le Code des assurances. **GROUPAMA PARIS VAL DE LOIRE** - Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles Paris Val de Loire - 60 bd Duhamel du Monceau - CS 10609 - 45166 Olivet Cedex - Siège social : 1 bis avenue du Docteur Ténine - CS 90064 - 92184 Antony Cedex - 382 285 260 RCS Nanterre - Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, située 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09. www.groupama.fr - Crédit photo : Shutterstock - Création : Communication commerciale et digitale Groupama Paris Val de Loire - 03/2023. Document et visuels non contractuels.

Un camion pour détecter la détresse visuelle et auditive des personnes isolées

En parallèle de ses quatre boutiques, Sandra Vilas Boas, opticienne franchisée, a déployé, en novembre dernier, un nouveau service de proximité : l'OC Mobile, un camion réalisant des contrôles de la vue et des bilans auditifs gratuits pour les personnes isolées.

Sandra Vilas Boas travaille depuis une vingtaine d'années pour la marque Optical Center. Dans le Loiret, elle a ouvert son premier magasin en 2015 à Pithiviers, puis son deuxième en 2018 à Chécy. En juillet 2021, elle a inauguré deux points de vente dans le Val-de-Marne (94).

Sur la route du Loiret

Son camion, l'OC Mobile, circule dans tout le Loiret. Il est accessible aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR). Il s'adresse aux résidents des EHPAD, aux clients des entreprises de services à domicile et aux patients des infirmières libérales. Concernant les EHPAD par exemple, *« ce sont souvent les enfants ou la famille d'un résident qui nous contactent pour effectuer des visites*, explique Sandra Vilas Boas. *Par la suite, les EHPAD, qui nous offrent un très bon accueil, nous rappellent. »*

> *« Au-delà d'un service, c'est une oreille, ce sont des rencontres humaines »*
>
> *Sandra Vilas Boas*

Sandra Vilas Boas, opticienne franchisée, devant son camion, l'OC Mobile.

L'OC Mobile est né de l'initiative de Laurent Lévy, président et fondateur de la marque Optical Center en 1991. Depuis trois ans, ces camions sont en cours de déploiement dans toute la France. *« Au-delà d'un service, ce sont des rencontres humaines où l'écoute est primordiale »*, résume l'opticienne.

Sorte de mini-boutique ambulante, le camion a imposé à la salariée qui en a la responsabilité, de passer le permis poids lourd. Le véhicule suit une feuille de route établie afin d'optimiser ses trajets. Prenant en charge les clients, la salariée est accompagnée une fois par semaine par Sandra Vilas Boas. *« Nous sommes souvent garés près de la mairie du village, nous avons besoin d'aller au contact des gens. Il faut se présenter, prospecter autour de nous, pour peut-être déclencher un rendez-vous pour la semaine suivante »*, explique-t-elle.

Avec son ambition de développement, la marque Optical Center entend proposer, à l'avenir, un camion plus léger et nécessitant uniquement un permis B.

Entreprises cherchent opticiens

Comme beaucoup de chefs d'entreprise, le secteur subit de plein fouet l'inflation et les pénuries de matières premières, Le verre, les montures et les factures d'électricité augmentent. La marque a été contrainte d'augmenter ses prix car *« malgré nos efforts, nous ne pouvions absorber tous les coûts »*, explique Sandra Vilas Boas.

Cette dernière est également touchée par des problèmes de recrutement. Le secteur de l'optique et de l'audition subit un déséquilibre important : il y a beaucoup plus d'offres d'emplois de la part des entreprises par rapport au nombre de candidats recherchant un emploi dans ce secteur. L'enjeu pour les entreprises est donc de garder ses salariés et travailler sa marque employeur. *« Le temps passé en famille et entre amis est important pour nos employés. Ces derniers n'habitent pas à plus de trente minutes de leur point de vente. Certains veulent travailler, mais moins. Nous proposons des salaires de base attrayants, un système de primes, des congés supplémentaires et une prise en charge patronale de la mutuelle qui est passée de 50 à 80%. »*

Face à cette pénurie d'opticiens diplômés, Sandra Vilas Boas porte une attention toute particulière à former ceux souhaitant se reconvertir dans le secteur de l'optique et de l'audition. Optical Center prend en charge la formation diplômante du futur conseiller en vente, via par exemple des sociétés de formation aux techniques et aux métiers de l'optique. Les personnes sont également formées en boutique.

Maxence Yvernault

T'hand'M prend la route

Le 17 janvier dernier, T'hand'M dévoilait officiellement son nouveau nom au siège de l'association à Saint-Pryvé-Saint-Mesmin (45).

L'APIRJSO La Couronnerie, qui signifiait Association de Patronage de l'Institution Régionale des Jeunes Sourds d'Orléans, a officiellement changé de nom le 17 janvier dernier pour devenir T'hand'M. Ce nouveau nom, prononcé « *tandem* », entend souligner l'entraide, le soutien et l'accompagnement portés par l'association envers les personnes en situation de handicap.

Tendre la main

« *Ce nouveau nom apporte une nouvelle image plus dynamique et plus moderne à l'association,* explique Corinne Turra-Le Strat, présidente de T'hand'M. *Il simplifie l'ancien nom, il a été accueilli avec beaucoup d'enthousiasme et on peut y mettre le sens que l'on veut.* » Derrière celui-ci en effet se cache le T de Toi, le M comme aimer et le « *hand* » comme handicap, mais aussi comme la main en anglais, une main qui se veut secourable.

Même son de cloche du côté de Philippe Balin, directeur général de T'hand'M qui fête ses vingt ans dans l'association. Celui-ci confirme que « *ce nouveau nom représente une nouvelle impulsion pour l'association* » et rappelle l'importance du soutien dont bénéficie T'hand'M de la part de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et du Conseil Départemental du Loiret.

Une association Inter Régionale d'envergure

T'hand'M est une association loi 1901 qui agit pour l'accueil, l'accompagnement et l'inclusion des personnes en situation de handicap en région Centre-Val de Loire et en région Bourgogne Franche Comté. L'association compte près de 600 salariés et onze établissements destinés aux personnes en situation de handicap, dont cinq dans le Loiret (Saint-Pryvé-Saint-Mesmin, Saint-Hilaire-Saint-Mesmin, Saint-Jean-de-la-Ruelle, Olivet et Orléans) et trois dans le Loir-et-Cher (Oucques-la-Nouvelle et Blois). Elle accompagne au total près de 1500 personnes en situation de handicap.

L'Établissement et service d'aide par le travail (ESAT) La Couronnerie à Saint-Pryvé-Saint-Mesmin emploie par exemple 104 personnes en situation de handicap. Selon Thierry Cousin, maire de la commune, « *T'hand'M est la première entreprise de la ville. Sans vous, le service de La Poste devait fermer, mais les habitants sont très satisfaits du service proposé* » par les personnes en situation de handicap qui tiennent désormais le bureau de poste de la ville.

De la Colombie à Orléans

L'inauguration officielle du nouveau nom T'hand'M s'est faite en présence de Niseema Theillaud, comédienne et présidente de l'association « *À cheval pour un monde meilleur* ». Cette dernière propose de l'équithérapie pour les personnes en situation de handicap.

Justine Legrand, athlète en para-dressage et marraine de T'hand'M, était également présente le 17 janvier dernier. À 38 ans, l'orléanaise née en Colombie a pu découvrir pour l'occasion un van aux couleurs de T'hand'M destiné au transport

De gauche à droite : Niseema Theillaud, Corinne Turra-Le-Strat, Justine Legrand et Philippe Balin devant le van aux couleurs de T'hand'M.

de ses deux chevaux. Celle qui participera bientôt au championnat de France de para-dressage, puis peut-être aux Jeux paralympiques de Paris 2024 se dit « *très honorée d'être marraine de T'hand'M.* » Suite à un accident en mai 2018 et une amputation trans-tibiale de sa jambe gauche, la jeune femme se déplace désormais à l'aide d'une prothèse. « *Une vie peut être bouleversée à cause du handicap,* poursuit-elle. *Certains, comme moi, doivent réapprendre à marcher, les gestes du quotidien. Il ne faut pas rester focalisé sur la perte de quelque chose. Il faut développer une soif de vie !* » Passionnée par les chevaux et l'équitation, Justine commence à monter à cheval à quatre ans, elle s'inscrit à ses premières compétitions de saut d'obstacles à neuf ans et a toujours pratiqué l'équitation de manière intensive. Celle qui a toujours voulu faire de sa passion son métier continue de monter à cheval malgré son amputation et sa prothèse. Elle forme aujourd'hui un véritable tandem avec ses chevaux. « *Ce sont grâce à des associations comme T'hand'M que les choses changent, s'améliorent, que les mentalités évoluent.* » L'occasion de rappeler l'engagement de T'hand'M en faveur du handicap et de l'inclusion dans le monde sportif.

C'est sous la neige du mois de janvier que la nouvelle plaque de l'association T'hand'M a été dévoilée en présence de ses administrateurs.

Intact va produire des protéines végétales vertueuses

En partenariat avec la coopérative Axereal, la start-up Intact va construire à Baule (Loiret) un centre de production de protéines végétales associé à une filière dédiée à la culture des légumineuses. Un investissement de 50 millions d'euros et soixante emplois à la clé.

Connaissez-vous l'agriculture régénératrice ? Il s'agit, en quelque sorte, d'un retour au bon sens paysan sur la base d'une rotation des cultures permettant l'enrichissement naturel du sol. La start-up Intact en a fait sa charrue de bataille. Plutôt que de gaver le sol d'engrais chimiques à base d'azote, cultivons alternativement des légumineuses (pois, féverolles, lentilles, haricots) qui ont la propriété de fixer l'azote de l'air dans la terre. CQFD ! *« Et transformons ces légumineuses en protéines végétales dont l'industrie alimentaire a tellement besoin »*, poursuit Alexis Duval, le directeur général d'Intact, qui s'apprête à construire un site de production sur un terrain de dix hectares à Baule (Loiret). L'annonce a été faite mi-janvier chez Axereal, la puissante coopérative agricole qui est entrée au capital d'Intact à hauteur de 20 %. Car aujourd'hui la production de légumineuses ne représente que 5 % des cultures de Beauce et l'objectif est de la porter à 20 % en créant une filière dédiée.

Procédé novateur d'extraction

Axereal va s'appuyer sur ses 14 000 adhérents pour s'engager sur cette nouvelle voie régénératrice en se fixant un objectif de 65 000 hectares consacrés à 20 % aux légumineuses, du fait d'un assolement de cinq ans.
« Il s'agit à la fois de bâtir de nouvelles filières attractives pour les agriculteurs dans une démarche de transition, et de contribuer à une alimentation plus saine grâce à l'apport de protéines végétales », poursuit Alexis Duval. La start-up Intact, fondée en mars 2022, annonce avoir mis au point un procédé novateur d'extraction des protéines végétales très peu gourmand en énergie et donc à faible production de carbone. *« Nous récupérons 25 % de protéines à partir des légumineuses et 65 % d'amidon qui peut être transformé en alcool neutre pour la pharmacie, la cosmétique et l'industrie alimentaire »*, complète Alexis Duval.

L'équipe d'Intact (de gauche à droite) : Augustin Ringô, directeur agriculture et durabilité, Didier Lefebvre, directeur recherche, développement et technologie, Fanny de Castelnau, directrice générale, Alexis Duval, président, et Cédric Launay directeur industriel.

Moins de gras et de sucre

Les protéines, quant à elles, entrent ensuite dans l'élaboration de produits alimentaires pour la consommation humaine, répondant ainsi aux tendances actuelles en faveur de produits moins gras et moins sucrés. *« Sur ce créneau de production alternative durable à bas carbone dans une logique d'agriculture régénératrice, nous n'avons pas de concurrent »*, estime le directeur général d'Intact qui était précédemment président du directoire de la coopérative sucrière Tereos.
Une fois le tour de table financier bouclé pour réunir les 50 millions d'euros nécessaires, l'unité de transformation s'élèvera sur un terrain de dix hectares du parc Synergie Val de Loire, à Baule. La communauté de communes de Meung-sur-Loire, ainsi que la région Centre-Val de Loire et son agence économique Dev'up soutiennent cette implantation. Le président d'Axereal, Jean-François Loiseau, y voit le renforcement de l'engagement de la coopérative dans sa *« démarche stratégique de transition agricole et alimentaire »*.
L'entrée en activité de la nouvelle unité de protéines végétales est programmée pour la fin 2024, avec une centaine d'agriculteurs dans un premier temps. En pleine activité, elle devrait employer une soixantaine de personnes et produire 30 000 tonnes par an. De quoi sérieusement régénérer l'économie locale.

Bruno Goupille

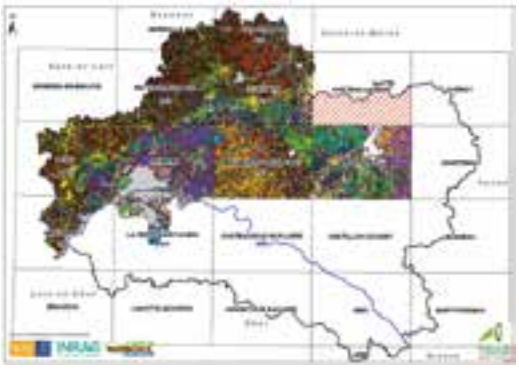
> *« Il s'agit à la fois de bâtir de nouvelles filières attractives pour les agriculteurs dans une démarche de transition, et de contribuer à une alimentation plus saine »*

Alexis Duval

La cartographie des sols de la Beauce loirétaine livre ses secrets

Fruit d'un travail minutieux de carottages et d'analyses engagé depuis 20 ans, la cartographie des sols de la Beauce du Loiret est achevée. Les précieuses données sont disponibles pour les agriculteurs et les collectivités.

C'est un long travail méticuleux dont une partie s'achève mais dont la finalité n'interviendra que dans quelques années. L'analyse et la caractérisation des sols agricoles et forestiers du vaste territoire de la Beauce loirétaine sont désormais accomplies à l'échelle 1/50 000ème (1 cm sur la carte pour 500 mètres sur le terrain) et leurs données disponibles à travers les cartes et notices explicatives. La prospection va ensuite s'étendre vers l'Est du département autour de Courtenay, Châtillon-Coligny et de Gien. Cela demandera encore du temps car pour établir cet inventaire scientifique, il n'existe pas d'autres moyens que le carottage manuel à l'aide d'une tarière et le creusement de tranchés appelées « profils pédologiques ».



La cartographie des sols à l'échelle 50 000ème (1cm pour 500 mètres) couvre une grande partie du Nord du Loiret.

Quinze paramètres à renseigner

Depuis 2009, Hervé Nédélec, pédologue-cartographe à la Chambre d'agriculture du Loiret, est chargé de cette mission de terrain. Il se déplace pour effectuer des sondages à l'aide d'une tarière de 1,20 mètre de long pour réaliser des carottages tous les 500 mètres en moyenne. « *J'extrais des échantillons entre 20 cm et 1,20 m selon la nature du terrain, que je décris ensuite en notant la texture, la couleur, les traces d'hydromorphie, la quantité et la nature des éléments grossiers (« cailloux ») et en utilisant de l'acide chlorhydrique pour mesurer la présence de calcaire,* explique-t-il, *il y a une quinzaine de paramètres à renseigner. Dans d'autres cas, avec l'accord et l'aide du propriétaire, nous réalisons une tranchée de deux à trois mètres de long pour des observations plus précises (structures des horizons, enracinement, etc,) et prélever des échantillons analysés en laboratoire.* » Le travail ne s'arrête pas là. Il y a une phase d'études préalables avant le déplacement, et ensuite un travail d'enregistrement des données (sur la base de données nationale DoneSol du GisSol) pour établir la cartographie.

Ce travail s'intègre dans le cadre du programme Inventaire, Gestion et Conservation des Sols (I.G.C.S) du Groupement d'Intérêt Scientifique Sol (GisSol) piloté par l'I.N.R.A.E, avec le soutien du Département du Loiret.

11 700 carottages depuis 2001

À titre d'illustration, une « *coupure* » de 20 km par 27 km, soit 54 000 hectares, nécessite 3 200 sondages et 50 à 100 profils sur deux ans et demi de travail. Depuis 2001, plus de 11 700 carottages et 424 profils pédologiques ont été réalisés.

Les données ainsi recueillies vont enrichir une cartographie au 50 000ème disponible sur le site de la Chambre d'agriculture du Loiret (voir en ci-dessous). Elles s'avèrent très précieuses pour la conduite des cultures des exploitants agricoles, pour la détermination des quotas d'irrigation en fonction de la capacité de rétention d'eau des terrains ainsi que dans les problématiques d'aménagement du territoire « *Mieux connaître notre sol, c'est aussi mieux le protéger car s'il est un support de productivité, il est aussi une ressource non renouvelable* », termine Hervé Nédélec.

Hervé Nédélec, pédologue-cartographe de la Chambre d'agriculture du Loiret, effectuant des prélèvements dans une tranchée d'étude du sol.

Renseignements

Quel est le prix ? Le prix de la notice explicative (manuel de l'expertise pédologique) est de 49 euros ht, inclus la carte au 1/50 000

Vous êtes une collectivité et vous souhaitez commander plusieurs cartes de votre commune, pour diffusion à vos agriculteurs ?
Vous êtes agriculteur et vous souhaitez commander la ou les cartes des communes sur lesquelles vous exploitez ?
Contactez le service relation clients au 06 30 08 77 20 pour plus d'informations

Carte des sols de la commune de Malesherbes et sa notice explicative (200 pages).

Vous souhaitez savoir si la carte des sols de votre commune est réalisée et disponible ?

Rendez-vous sur le site de la Chambre d'agriculture, puis cliquez sur « liste des communes » :
http://bit.ly/3Inbid1

La Cité Loirétaine : les services du Département 3 en 1

Sorte de pôle ouvert à tous et réunissant plusieurs services publics, la Cité Loirétaine regroupera prochainement à Orléans trois bâtiments départementaux : Citoyenneté, Culture et Aménagement. Débutés en septembre 2020, les travaux seront finalisés en juillet 2025.

La Cité Loirétaine entend permettre une identification forte du Département du Loiret, auprès de ses habitants, à travers un lieu unique. Elle regroupera trois pavillons : Citoyenneté, Culture et Aménagement. Chaque pavillon sera représenté par une couleur (le bleu pour la Citoyenneté, le vert pour l'Aménagement et le jaune pour la Culture). Située au carrefour entre l'Avenue des Droits de l'Homme et le Boulevard Marie Stuart, cette cité se veut à l'entrée d'Orléans, bien desservie par les transports en commun et proche des lieux de culture et des autres institutions administratives orléanaises. Le nouveau lieu accueillera près de 570 agents. Son coût total s'élève à 53,7 millions d'euros, soit 32 millions d'euros pour la construction du pavillon Culture et 21,7 millions d'euros pour la construction du pavillon Citoyenneté et la rénovation du pavillon Aménagement.

Le Pavillon Citoyenneté.

Trois pavillons, une cité

Réparti sur trois niveaux, le pavillon Culture abritera les futures Archives départementales du Loiret. Son objectif ? Moderniser ces archives et faire face à l'accroissement des documents conservés. La construction du nouveau bâtiment a débuté en septembre 2020 et sera finalisée à l'été 2023. Celui-ci entend aussi être un lieu culturel, à travers des visites scolaires, des ateliers, des conférences, des débats, des formations ou encore des expositions.

Le Pavillon Aménagement.

Le Pavillon Culture.

Le pavillon Citoyenneté se situera derrière ce futur pavillon Culture et accueillera 297 agents. La construction de ce nouveau bâtiment débutera en mai 2023 et se terminera en septembre 2024. Son objectif ? Réunir l'ensemble des agents *« au service des citoyens »* (Agence des Solidarités d'Orléans ; Maison de l'Autonomie ; direction de l'Insertion et de l'Habitat ; direction Petite-Enfance et Enfance-Famille ; direction des Ressources et de l'Offre Médico-Sociale ; direction de l'Éducation, Jeunesse et Enseignement supérieur ; direction de la Culture et des Sports).

Ouvert mi-2011, le pavillon Aménagement sera rénové à partir d'octobre 2024 et jusqu'en juillet 2025. Il accueillera 245 agents répartis dans les cinq directions départementales dédiées à l'aménagement du territoire (infrastructures ; systèmes d'information et de l'innovation ; bâtiments, canaux et environnement ; services aux territoires ; patrimoine et ressources partagées).

Centraliser ou décentraliser ?

Avec sa Cité Loirétaine, le Département entend centraliser ses compétences. Mais cette volonté est critiquée par certains agents. *« On nous demande de nous rapprocher de notre public cible,* explique un agent. *Une personne inconnue de nos services devra passer par la Cité Loirétaine. Si elle habite aux alentours d'Orléans, elle sera ensuite redirigée vers une antenne plus proche de chez elle. Donc, tout le monde se présentera à l'antenne la plus proche de chez lui, mais on renverra les gens inconnus de nos services à la Cité Loirétaine. »* Cette critique cache un constat plus large : entre la centralisation et la décentralisation, la demi-mesure ne peut être efficace. La raison ? La lenteur et la complexité des procédures administratives.

Les agents travaillant pour le Département craignent également une hausse de la violence et de la virulence de la part des bénéficiaires. *« Les gens sont de plus en plus agressifs,* poursuit l'agent interrogé. *Ils le seront d'autant plus lorsque nous ne répondrons pas à leurs attentes. »* Alors, cette Cité Loirétaine saura-t-elle répondre aux craintes de ses propres agents ? L'avenir nous le dira…

Maxence Yvernault

Le portail des données économiques régionales est grand ouvert

La région Centre-Val de Loire, avec son agence Dev'Up, est la première à créer une plateforme numérique regroupant les données économiques régionales. Eco Zoom compile les informations de multiples sources à la manière d'un métamoteur de recherche.

Mon premier est le revenu annuel moyen d'un habitant du Centre-Val de Loire ; mon deuxième est le nombre de salariés dans le secteur du bâtiment, et mon tout est l'endroit où l'on peut trouver le dernier rapport sur les artisans implantés dans les zones d'activités de la région.
La réponse à la première proposition est 21 710 €, celle à la deuxième est 56 723 très exactement, et mon tout est disponible sur Eco Zoom. Ainsi s'intitule la plateforme des données économiques régionales du Centre-Val de Loire mise en service le 30 janvier dernier. Elle a demandé deux ans de travail aux équipes du pôle études que dirige Caroline Ducroq chez Dev'Up, l'agence régionale de développement économique du Centre-Val de Loire.

Unique en France

Il s'agit d'une initiative nationale unique en France car aucune région, jusque-là, n'avait mis en ligne, et donc accessible à tous, un ensemble de données aussi important. Eco Zoom fonctionne à la manière d'un métamoteur de recherche. Il compile les informations recueillies auprès de multiples sources et dont certaines s'avèrent quelquefois difficiles d'accès.
On retrouve donc sur Eco Zoom les éléments chiffrés, rapports et études d'une quinzaine de contributeurs différents. Parmi eux figurent, bien entendu, les « *poids lourds* » de la donnée numérique formés par l'INSEE, la Banque de France, ou la Dreets (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités), gros pourvoyeurs de chiffres. Mais on peut également avoir accès aux éléments économiques fournis par les chambres consulaires régionales, la cellule économique régionale de la construction, ou encore l'observatoire de la formation et de l'emploi. Ils forment un comité régional des études et de l'observation économiques piloté par Dev'Up et sont régulièrement sollicités pour enrichir et actualiser le métamoteur.
D'autres structures et organismes, comme l'Urssaf, Pôle emploi, ou l'INPI, sont également sollicités pour apporter leurs contributions chiffrées.

> *« Les données sont analysées, mises en forme et regroupées par grandes rubriques et thèmes pour faciliter la recherche »*
>
> *Caroline Ducroq*

Le site Eco Zoom (www.ecozoom-centrevaldeloire.fr) est ouvert et accessible au public depuis le 30 janvier.

Une carte interactive présente chacune des 79 communautés de communes du Centre-Val de Loire.

Pas de big data

« *Eco Zoom ne livre pas de données brutes comme dans un "open data"*, précise Caroline Ducroq. *Elles sont analysées, mises en forme et regroupées par grandes rubriques et thèmes pour faciliter la recherche.* »
L'architecture du site Eco Zoom comporte ainsi de grands chapitres : fils d'actualité, territoires, indicateurs économiques, filières, formation, publications…etc. Parmi les données mises en forme de façon attractive figure la carte des 79 EPCI (Établissements Publics de Coopération Intercommunale) du Centre-Val de Loire. En cliquant sur la carte, s'ouvre une fiche très complète de présentation de la communauté choisie comportant des informations géographiques, démographiques et économiques avec notamment la liste des entreprises les plus importantes et les contacts utiles.
L'économie du Centre-Val de Loire n'a donc rien à cacher. Elle ouvre en grand son portail de données.

Bruno Goupille

Aménagement urbain : ça bouge sur Orléans Métropole !

De nombreuses zones de la métropole d'Orléans sont en cours de mutation. Quartiers de la Source, des Carmes-Madeleine, Interives, mails… Point d'étape sur ces travaux qui modifieront assurément le visage du territoire d'ici quelques années.

Démolition de la dalle et de la tour T17 à La Source

Le quartier de la Source est en cours de rénovation. Afin de le décloisonner, la dalle et une des tours du quartier, la T17, vont être détruites. Le bailleur social propriétaire de la T17, Pierres et Lumières, a démarré le chantier des travaux préparatoires de la démolition de la tour. La Semdo* a également lancé les opérations de destruction de la dalle publique et des parkings publics. Le foudroyage de la T17 aura lieu dimanche 29 octobre 2023. L'opération sera suivie de plusieurs semaines d'évacuation des gravats. Il s'agit d'une phase opérationnelle très attendue par les habitants, qui permettra de modifier les modes de déplacement dans le quartier mais aussi de le sécuriser et le rendre plus vivant.

Requalification des mails : un enjeu majeur pour le centre-ville d'Orléans

La transformation des mails d'Orléans, sur près de 3,5 kilomètres, consiste à transformer ces axes routiers en espaces urbains apaisés, permettant à la nature de retrouver une place privilégiée au cœur de la ville. L'opération comprend notamment la suppression des trémies, la création de promenades et de cheminements doux, d'espaces à vivre, permettant de recoudre le centre-ville et les quartiers situés au-delà, et offrant la possibilité de créer un parc de stationnement d'environ 500 places (à hauteur du boulevard Jean-Jaurès), en lien direct avec la future université et la station de tram voisine, dans une logique d'intermodalité.

La tour T17 et la dalle en cours de démolition.

Vue d'architecte du futur campus Madeleine.

Campus Madeleine : les premiers étudiants seront bientôt là

Le campus Madeleine, qui s'établit sur le site de l'ancien hôpital d'Orléans, rue Porte-Madeleine, se déploiera sur 18 000 m². Les locaux historiques de l'hôpital seront réhabilités pour accueillir le pôle administratif et de recherche de la faculté de Droit, Économie et Gestion (DEG) ainsi que l'École spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie.
Le nouveau bâtiment sera, lui, réservé au pôle d'enseignement. Il se distinguera par son entrée en forme d'arche rappelant l'ancien hospice et ses larges ouvertures. Il comprendra six amphithéâtres, des salles de cours, une école de la data (formation aux métiers de la donnée) et un learning center (bibliothèque connectée et adaptée aux nouveaux apprentissages). Au sommet, un jardin d'environ 4 000 m² sera accessible aux étudiants et aux enseignants.
La date de livraison prévue devrait permettre à la faculté DEG de faire sa rentrée universitaire à l'automne 2025.
Cela représente de nouveaux effectifs pour le centre-ville d'Orléans : 4 200 étudiants sont en effet attendus à terme.

C'est ainsi l'ensemble du quartier Carmes-Madeleine qui se transforme sous l'influence de ces structures d'enseignement supérieur qui s'y installeront bientôt. Aussi, alors que les premiers étudiants prendront possession du campus Madeleine à la rentrée de septembre, Orléans Métropole lance une opération de revalorisation du quartier en proposant des aides aux propriétaires pour la rénovation de leur logement (qui pourra être loué aux étudiants). Ce dispositif durera jusqu'en 2024 et prévoit la réhabilitation de 200 biens en cinq ans.

Des aides financières ainsi qu'un accompagnement gratuit sont proposés aux propriétaires, qu'ils soient occupants ou bailleurs. Ce programme vise également à lutter contre l'habitat indigne en imposant aux propriétaires de biens dégradés de rénover l'immeuble dans sa totalité.

Interives, un projet ambitieux

Un nouveau centre de vie et d'activités à la place d'anciennes friches industrielles à l'horizon 2035. C'est l'objectif du projet Interives qui prend forme au nord d'Orléans et à proximité de la gare des Aubrais. Plus de 3 000 nouveaux logements et 200 000 m² d'activités tertiaires et commerciales sont prévus dans un quartier animé où la part belle sera faite à la qualité de vie, aux services innovants, au respect de l'environnement et aux déplacements doux.
Lieu de vie et d'affaires, Interives se déploiera autour d'un cœur de quartier concrétisé par la nouvelle place Rivierre Casalis de 8 700 m² et les premiers programmes de bureaux et de logements.
Le premier bâtiment, Citevolia, est occupé, entre autres, par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret. Orange, Pôle Emploi et un restaurant inter-entreprises s'y sont également implantés.
Second espace public majeur en cours de conception : le parc urbain des Manufactures. 15 000 m² d'espaces verts et de loisirs offrant une liaison douce entre le pôle Libération (où se trouve une station de tram A) et le cœur de quartier. Les premiers habitants arriveront début 2024 sur l'îlot F2 et logeront dans les 164 logements qui y sont prévus. Ils seront entourés de 1 000 m² de bureaux et de 900 m² de commerces.
L'Astrolabe pourrait quitter ses locaux de la patinoire du Baron et s'installer à l'angle de la rue Victor Hugo et rue de Joie.
Une réflexion est actuellement en cours sur le devenir de l'ex-usine Seita : économie créative, sociale et solidaire ou culture… La SARL Moule à Gaufre participera à cette démarche d'urbanisme provisoire et occupera une partie de l'ancienne fabrique en 2023.

La place Rivierre-Casalis au coeur du quartier Interives.

Estelle Cuiry

BOURDIN Paysage

Cadre de vie · Aménagements paysagers · Terrains de sport · Jardins d'entreprise · Terra-Nature

PROFESSIONNELS

De l'entretien de sites professionnnels à la création d'espaces verts, nous vous offrons de nombreuses possibilités pour affirmer votre identité tout en préservant la biodiversité du lieu.
Nos experts du paysage se mobilisent à vos côtés pour renforcer vos engagements et favoriser la qualité de vie au travail de vos collaborateurs et l'accueil de vos visiteurs.
Nos services:
. Création jardin d'entreprise, patio, cafétéria, espace détente
. Végétalisation: site industriel, immeuble, bureau, toit terrasse projet de quatier résidentiel
. Aménagement zone d'activités

COLLECTIVITES

Pour un environnement collectif liant la nature et l'homme, nous aménageons vos espaces de vie pour en faire des lieux de rencontre et d'échange.
Nous sommes à votre service pour œuvrer vers des solutions contribuant à l'aménagement, la rénovation et l'entretien de vos espaces paysagers collectifs.
. Entretien et verdissement des voies de circulation publiques
. Aménagement paysager des résidences, habitats, éco-quartiers, centre bourg, aires de jeux, city parc
. Création, entretien et rénovation des terrains engazonnés, synthétiques et multisports

Nos engagements:
TERRA-NATURE
Améliorer et faire grandir tous les acteurs dans le respect de nos valeurs de responsabilité sociétale et environnementale.
La plateforme Terra-Nature illustre ces engagements avec le recyclage et la valorisation des déchets verts en substrat pour se diriger ensemble vers une économie circulaire et durable.

Notre marque Le jardin by BOURDIN s'adresse à vous particuliers.
. Conception, études et plans
. Réalisation et entretien en SAP de jardins privés
. Création de baignades naturelles

www.terranaturecompostage.fr
NOTRE EMPREINTE FAÇONNE LA NATURE
www.bourdin-paysage.fr
www.lejardinbybourdin.fr

De l'alternant à l'alter ego : apprendre mieux grâce à l'apprentissage

Le 5 janvier dernier, Emmanuel Macron annonçait la prolongation, jusqu'en 2027, d'une aide unique de 6 000 € pour toute entreprise embauchant un apprenti, mineur ou majeur, pour la première année d'exécution du contrat.

Le 1er décembre dernier, le Ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion annonçait que, « *dans la continuité du soutien du Gouvernement au déploiement de l'alternance, une aide d'un montant de 6 000 € sera versée à toutes les entreprises, pour les contrats conclus avec un alternant, mineur comme majeur, du 1er janvier au 31 décembre 2023, pour la première année d'exécution du contrat. Afin de renforcer l'accès à l'apprentissage des jeunes les moins qualifiés, le dispositif mis en place pour 2023 procède à une élévation du niveau de l'aide pour les alternants mineurs, qui passe de 5 000 € à 6 000 €.* » Entre 2020 et 2022, le montant de l'aide variait selon l'âge : 5 000 € si l'apprenti est mineur et 8 000 € s'il est majeur. Désormais, il s'agit d'une aide unique de 6 000 €. Face à la forte baisse de la part des apprentis mineurs, passer l'aide de 5 000 à 6 000 € entend encourager les entreprises à embaucher ce type de profil. À l'inverse, certaines critiquent donc la diminution du montant de l'aide pour les apprentis majeurs.

© pressfoto

Un million d'apprentis par an en 2027

La prolongation de cette aide concerne la signature d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, la personne embauchée devant être âgée de moins de trente ans. « *Par cette décision, le Gouvernement maintient un fort niveau d'investissement en faveur de l'apprentissage, une voie de réussite et d'insertion professionnelle durable pour nos jeunes qui a fait ses preuves lors du dernier quinquennat : 70 % des jeunes étant en emploi un an après leur diplomation* », expliquait ainsi Olivier Dussopt, ministre du Travail.

Un mois plus tard, le 5 janvier dernier, à l'occasion de la traditionnelle galette des rois sans fève au Palais de l'Élysée, Emmanuel Macron annonçait le maintien de cette aide de 6 000 € jusqu'à la fin de son quinquennat, soit jusqu'en 2027. Selon le Ministère du Travail, plus de 830 000 contrats en alternance ont été signés en 2022 grâce à ces aides, soit une augmentation de 11% par rapport à 2021. L'objectif du Président de la République et du gouvernement ? Atteindre le cap symbolique d'un million d'apprentis par an en 2027.

Grâce à cette aide, les TPE-PME qui n'avaient pas pensé à embaucher un alternant sont désormais grandement incitées à le faire. En 2021, en région Centre-Val de Loire, mais aussi dans toute la France, la majorité des apprentis travaillent dans des TPE-PME. 32,4% des apprentis sont dans des entreprises de moins de cinq salariés à l'échelle régionale, 31% à l'échelle nationale. Cette part d'apprentis dans ces petites entreprises diminue depuis 2017, soit une baisse de 3,6 points pour les entreprises de moins de cinq salariés à l'échelle régionale. À l'inverse, la part d'apprentis dans les grandes entreprises augmente, soit une hausse de 2,4 points pour les entreprises de plus de 250 salariés à l'échelle régionale. En 2021, 22,6% des apprentis étaient dans ces entreprises de plus de 250 salariés à l'échelle régionale, 23,1% à l'échelle nationale.

« La cerise sur le cupcake »

Certaines entreprises ont recours à l'apprentissage depuis de nombreuses années. C'est le cas par exemple de France 3 Centre-Val de Loire, depuis le début des années 2000. *« Il y a une vraie différence de niveaux entre les étudiants en alternance et ceux qui n'ont que quelques mois de stage dans l'année,* explique Fabienne Marcel, chargée d'édition numérique. *L'alternance démontre une capacité à travailler quasi-immédiate et permet de monter en compétences ».* Selon elle, l'aide de l'État n'est donc pas la seule raison de l'augmentation du nombre d'apprentis en France. Elle qualifie plutôt cette aide de *« bonus »*, de *« cerise sur le cupcake ».* Présent sur l'ensemble de la région, France 3 Centre-Val de Loire concentre ses apprentis au Bureau Régional d'Information (BRI) à Orléans. *« L'alternant a un tuteur qui est lui-même accompagné et formé par France 3,* poursuit la jeune femme. *Il est important pour l'apprenti d'être baigné dans une rédaction où il y a du monde et différents métiers. L'apprentissage, c'est le luxe de pouvoir échouer. On peut revenir, expliquer et comprendre pourquoi on a échoué. On a moins de pression quand on est alternant. »*

Fabienne Marcel est par ailleurs la tutrice de Camille Verkest, actuellement journaliste en apprentissage au service web de France 3 Centre-Val de Loire à Orléans. Après avoir été Community Manager en alternance pendant un an à Paris, le jeune homme originaire de Férolles (45) se réoriente dans le journalisme et choisit de rester en alternance pour deux raisons. La première ? Dans les écoles privées, les frais de formation ne sont pas financés directement par l'entreprise, mais via l'Opérateur de compétences (OPCO). Ces frais, souvent élevés, ne sont donc ni à la charge de l'étudiant, ni à la charge de l'entreprise. La deuxième raison ? *« Je suis directement dans le métier,* explique l'apprenti. *Je suis en contact avec des professionnels, des journalistes, tous les jours. L'apprentissage permet de progresser à vitesse grand V. »* L'apprenti journaliste n'est d'ailleurs pas le seul alternant à France 3 Centre-Val de Loire, avec un apprenti au service communication et un autre au service technique.

80 CFA en région Centre-Val de Loire

Le Loiret et l'Indre-et-Loire sont les deux départements de la région qui comptent le plus grand nombre d'apprentis. Logiquement, ce sont également ces deux départements qui comptent le plus grand nombre de sessions de formation en apprentissage. On en comptait 1619 en cours ou débutant en 2022, soit une hausse de 25 % par rapport à 2021 et de 45 % par rapport à 2020.

Selon la préfecture de la région Centre-Val de Loire et la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), le nombre de CFA ou OFA (Centre de formation d'apprentis ou Organisme de formation par apprentissage) en région Centre-Val de Loire a doublé en quatre ans, passant de 40 en 2018 à 80 en 2022. Cela représente 4 % de l'offre nationale. Plus largement, 220 sites dispensent au moins une offre de formation en apprentissage sur le territoire régional. 598 certifications différentes sont accessibles en apprentissage sur le territoire régional, soit une augmentation de 13 % entre 2021 et 2022.

© gpointstudio

Maxence Yvernault

Le profil type de l'apprenti en région Centre-Val de Loire en 2021

- Un homme (63,1% d'hommes, contre 36,9% de femmes)
- Il a entre 18 et 21 ans (51,4% des apprentis).
- Il est employé dans le secteur privé (96,6% pour le secteur privé, contre 3,4% pour le secteur public).
- Il travaille dans le secteur tertiaire (62,6 % des apprentis).
- Il habite dans le même département que celui de son entreprise (78,1 % des cas).
- Il gagne entre 500 et 1 000 € par mois (56,6% des salaires mensuels bruts à l'embauche).

Éducation du troisième type au CFA de la Chambre de Métiers

Le CFA de la Chambre de métiers du Loiret vient de s'équiper d'un appareil d'apprentissage en réalité virtuelle. Il favorise la maîtrise d'interventions délicates en automobile et celle des bons gestes en coiffure.

L'engin fait penser à une plateforme volante dans un film de science-fiction. Avec son plateau noir, ses rambardes et son grand écran tous soulignés de traits de lumière bleutée, on s'imaginerait presque dans un nouvel épisode de *Star Wars*. Pas de guerre des étoiles pourtant ici, nous sommes dans une salle du CFA de la Chambre de métiers du Loiret, à Orléans, désormais dénommé Campus des Métiers.
L'appareil rutilant noir et bleu est une plateforme de réalité virtuelle spécialement programmée pour les métiers de la coiffure et de l'automobile. *« D'autres spécialités pourront être progressivement intégrées dans le programme d'apprentissage que nous construisons nous-mêmes »*, annonce Florent Crevet, le directeur du CFA.

Unique dans la région

L'établissement est le seul de la région Centre-Val de Loire à être équipé de ce matériel de haute technologie, une plateforme LMS (Learning Management System) intégrant la machine et tout le système de pilotage et de partage des données.
Pour l'utiliser, les étudiants se placent sur les yeux un « oculus », ou casque de réalité virtuelle et prennent en main des manettes connectées qui reproduisent tous les mouvements de la main. *« En mode d'apprentissage*

Démonstration d'intervention en mécanique automobile devant Florent Crevet, directeur du CFA de la Chambre de Métiers.

de coiffure, les manettes calculent la précision du geste et un pourcentage de réussite s'affiche à l'écran », précise Florent Crevet. La scène vue par l'apprenti dans son casque de réalité virtuelle est projetée sur le grand écran de l'appareil, permettant aux professeurs et aux élèves de suivre en direct, et même à distance, l'exécution de l'exercice.

Apprentissage sans risque

L'exploitation des infinies possibilités du numérique s'avère particulièrement précieuse pour certaines interventions délicates en mécanique automobile. *« Par exemple, les apprentis peuvent s'entraîner à intervenir sur un moteur électrique avant même d'être habilités et sans s'exposer aux risques très importants de choc électrique. On peut aussi simuler des pannes sans endommager le matériel ou apprendre à utiliser des nouveaux outils ou de nouvelles machines »*, poursuit Florent Crevet.
La plateforme immersive a été livrée en janvier et est encore en phase de test et d'appropriation par les équipes du Campus des Métiers. Dans un souci de réalisme le plus poussé, les ateliers de mécanique ont été scannés en trois dimensions permettant aux apprentis de s'immerger virtuellement dans un décor familier. Les programmes correspondant à chaque phase d'apprentissage ont été conçus par les enseignants en autant de « blocs » pédagogiques. Par exemple, le volet coiffure intègre non seulement la réalisation de nombreux types de coupes, mais aussi l'accueil des clients dans plusieurs langues.
Avantage incomparable, les cheveux du modèle virtuel repoussent instantanément !

Bruno Goupille

Un programme a été spécialement élaboré pour l'apprentissage des techniques de coiffure et de relation avec la clientèle.

Le CFA du futur est en marche

L'acquisition de la plateforme de réalité virtuelle s'inscrit dans le programme de transformation et de digitalisation du « CFA du futur » engagé depuis 2017 à l'initiative de Jérôme Kohn qui en était alors le directeur.
L'actuel directeur territorial Loiret et directeur de cabinet de la Chambre de Métiers du Loiret rappelle que cette stratégie s'est concrétisée sous de multiples formes : l'installation d'appareils de cuisson connectés pour le pôle restauration, la mise en service d'un cabinet de peinture avec colorimétrie numérique pour le pôle automobile, et les miroirs connectés de la section coiffure. « La plateforme de réalité virtuelle associée à un système informatique d'échange et de partage de fichiers est l'aboutissement d'une démarche initiée en 2020 avec la réponse à un appel à projet de France Compétence », explique-t-il. Cet investissement de l'ordre de 160 000 euros a été pris en charge par cet organisme ainsi que par l'opérateur de compétences du secteur automobile, l'OPCO Mobilités.

Le lycée Gaudier-Brzeska à Saint-Jean-de-Braye renouvelle sa convention de partenariat avec le groupe IDEC

Le lycée Gaudier-Brzeska à Saint-Jean-de-Braye et le groupe immobilier IDEC viennent de renouveler leur convention de partenariat après une première collaboration réussie. À nouveau, les deux partenaires visent un objectif commun : favoriser l'accueil, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes en entreprise.

Depuis 2019, le groupe IDEC et le lycée Gaudier-Brzeska mènent un partenariat défini sur un objectif commun : l'accueil, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, une préoccupation partagée. Durant quatre ans, de nombreuses actions ont été mises en place dans le but de participer à la vie de l'école et d'enrichir la formation professionnelle des étudiants (présentation du groupe et des métiers d'IDEC, simulation d'entretien d'embauche, atelier CV, participation à la taxe d'apprentissage...).

Une relation école-entreprise engageante

Quatre ans après, les deux partenaires décident de renouveler ce partenariat, pour trois années de plus durant lesquelles le groupe continuera de réaliser des actions de formation et de communication auprès des étudiants. La poursuite de cette collaboration vise à poursuivre les échanges entre le groupe IDEC et le lycée qui se sont traduits jusqu'à présent par l'accueil de vingt stagiaires, de six alternants et de quinze collaborateurs ayant effectué leur parcours au sein de l'établissement.

Dans le cadre de ce partenariat, le groupe IDEC et le lycée Gaudier-Brzeska vont lancer une nouvelle édition du projet IDEFI. Ce concept, dont la première édition a été créée en partenariat avec l'IUT de Bourges en 2019, permet aux étudiants de travailler sur l'étude de réalisation d'un bâtiment conceptualisé et construit par IDEC. Cette année, c'est la construction de l'Académie de Formation, un bâtiment rattaché au Campus by groupe IDEC, qui sera le sujet étudié.

Depuis la création du groupe IDEC, l'entreprise mise sur les jeunes pour répondre à ses ambitions d'évolution et de croissance. En nouant des relations privilégiées avec de nombreuses écoles (INSA, IUT Bourges, lycée Gaudier-Brzeska...), le groupe contribue à la formation de nouveaux talents qui permettront de bâtir les projets immobiliers de demain. Cette stratégie s'illustre en pratique avec l'accueil chaque année d'une centaine de stagiaires et alternants, dont un grand nombre reste à ses côtés à l'issue de leur formation ou dans la mise en place de projets universitaires de taille.

Faire découvrir les métiers de l'industrie aux jeunes

Les ateliers de Bourges ont été réaménagés en ce début d'année 2023.

Le Pôle formation de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) / Centre de formation d'apprentis de l'Industrie (CFAI) Centre-Val de Loire forme chaque année plus de 870 apprentis et 3 000 entreprises partenaires font appel à leurs compétences. Il est réparti sur quatre sites à Amboise (Indre-et-Loire), Bourges (Cher), Châteaudun (Eure-et-Loir) et La-Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret). Près de trente formations sont ainsi proposées allant du CAP au diplôme d'ingénieur, équivalent à un Bac+5.

Pour sensibiliser les jeunes aux métiers de l'industrie, on retrouve les traditionnelles journées portes ouvertes. La prochaine aura lieu le samedi 18 mars, de 9h à 16h. Elle permettra aux jeunes de visiter les plateaux techniques et rencontrer apprentis et formateurs. Le Pôle formation UIMM / CFAI Centre-Val de Loire propose également plusieurs « *m-tech* » ou « *mercredis technologiques* » au cours desquels l'immersion et l'interaction sont plus fortes. Les jeunes en recherche d'orientation peuvent vivre le temps d'un après-midi la vie d'un alternant et découvrir les gestes et techniques d'un métier industriel. Le parcours au cœur de l'univers industriel du CFAI est animé par un professionnel. Les prochains « *m-tech* » auront lieu le mercredi 1er et 29 mars ainsi que le 3 mai, de 13h30 à 16h30.
Enfin, le Pôle formation UIMM / CFAI Centre-Val de Loire propose une découverte en profondeur des métiers de l'industrie, pendant huit semaines, grâce à ses prépas apprentissage industrie. Ces dernières vont démarrer le 17 avril à Amboise, le 24 avril à Châteaudun, le 15 mai à Bourges et le 25 septembre à La-Chapelle-Saint-Mesmin.

Quatre nouvelles formations en septembre 2023

L'établissement va ouvrir quatre nouvelles formations à la rentrée prochaine dans toute la région Centre-Val de Loire : un BTS MS (Maintenance des systèmes) option A systèmes de production à Bourges ; un Bachelor Chargé d'affaires industrie à Amboise ; un Bachelor Système réseaux et cybersécurité à Châteaudun ; et une Licence professionnelle Chargé d'affaires en chaudronnerie industrielle à Châteaudun.

En pleine croissance !

Acteur incontournable dans la formation aux métiers du tourisme, de l'hôtellerie, du luxe et de l'événementiel, l'école internationale Tunon à Tours vient d'emménager dans de nouveaux locaux, plus grands et mieux équipés. Un gain de place, donc, qui lui permet dorénavant de proposer à ses étudiants de nouvelles formations !

Guillaume Le Noach, directeur du campus de Tours.

Alors qu'elle était implantée depuis 1982 dans un hôtel particulier du Boulevard Heurteloup, l'école Tunon à Tours, qui disposait jusqu'alors de cinq salles de cours et d'une surface de 300m², s'est installée en janvier dernier au 17 ter, rue Étienne-Pallu. *« On avait pour volonté de rester dans le centre-ville de Tours, déjà pour évoluer avec nos partenaires des métiers du tourisme et de l'hôtellerie, mais on voulait aussi rester au cœur de la ville pour être un lieu de vie et pas simplement une école »*, déclare Guillaume Le Noach, directeur du campus de Tours.

Installé dans des locaux flambant neufs, juste derrière les Galeries Lafayette, le campus de Tours bénéficie désormais de plus de 1100 m², comprenant 12 salles de classe de 20 à 40 places équipées d'écrans interactifs, 200 m² d'espaces de vie avec restauration, des tables d'hôtes pour déjeuner ainsi qu'un espace de travail. *« On a pu s'équiper de toutes les technologies que l'on n'avait pas avant »*, commente le directeur de l'école tourangelle. Motivé avant tout par la croissance de l'école ces dernières années, ce déménagement offre désormais au campus tourangeau la possibilité de proposer à ses étudiants de nouvelles formations, notamment dans le domaine de l'aérien. Pour le reste, la formule qui a fait le succès et la renommée de l'école reste inchangée : *« Nous proposons toujours des Bachelor en trois ans en tourisme, hôtellerie, voyages, événementiel et luxe et des MBA (Master of business administration) en cinq ans en événementiel, luxe, hôtellerie et tourisme. »*

De l'alternance et des stages

« Nos admissions se font en dehors de la plateforme Parcoursup, ce qui laisse le temps aux étudiants de pouvoir s'inscrire tout au long de l'année », précise Guillaume Le Noach, avant de poursuivre : *« On admet nos étudiants sur dossier, lequel doit être orienté sur la cohérence de leur projet d'orientation. »*

École à taille humaine accueillant une centaine d'étudiants, l'école Tunon à Tours organise ses enseignements autour de deux premières années de tronc commun, *« avec des modules de formation pour que les étudiants découvrent les différents métiers »*. Après quoi, les étudiants doivent se spécialiser et choisir leur option dominante. En fonction du cursus sélectionné, certains seront amenés à faire de l'alternance en entreprise dès la troisième année et en master, d'autres auront à réaliser des stages. Dans un cas comme dans l'autre, les étudiants sont en tout cas amenés à faire la liaison entre la théorie et la pratique et à mettre en œuvre de manière concrète les connaissances acquises. *« Certains de nos étudiants sont déjà à la recherche de leur prochain stage ou d'une alternance »*, prolonge Guillaume Le Noach. Avis donc aux patrons intéressés : de futurs stagiaires et apprentis n'attendent que vous !

Johann Gautier

LE CAMPUS DE TOURS FAIT PEAU NEUVE

Créée il y a plus de 42 ans et historiquement implanté dans un hôtel particulier du Boulevard Heureloup, la croissance de l'École Internationale Tunon de Tours nécessite d'emménager dans un tout nouveau campus passant de 300 m2 à 1100 m2 à seulement 8 minutes à pied de l'ancien. Proche de la gare, et toujours en cœur de ville, proche de l'artère principale, non loin de la vieille ville et des Quais de la Loire, l'école profite des attraits touristiques et des animations permanentes.

ÉCOLE INTERNATIONALE TUNON
17ter rue Etienne Pallu
37 000 Tours
02 47 20 53 95 - tours@ecoletunon.com

ecole-tunon.com
Enseignement technique privé

Après seize années, Pierre Rolland vient de tourner la page du cyclisme professionnel. L'Orléanais, qui compte à son actif treize Tours de France et six autres grands tours, nous livre son état d'esprit, à l'aube d'une nouvelle carrière d'entrepreneur et de consultant TV.

Vie professionelle

1

◇ Si ta vie était un film ou une série, ce serait…

Friends, pour la vie en communauté avec ses amis, c'est à l'image de ce que j'aimerais que soit ma vie. C'est un peu idéaliste, je sais, mais j'aime être entouré de mes proches.

2

◇ Ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, ça te parle ?

Oui, bien sûr (rires), il faut se diversifier ! Surtout lorsque l'on est sportif de haut niveau. Pour que l'après-carrière se passe bien, il faut être attentif aux sollicitations. Et ça marche aussi pour d'autres choses comme ses engagements personnels ou ses investissements financiers.

3

◇ Dans le business, tu es plutôt… À fond tête dans le guidon ou attentif, à jauger le peloton ?

Je vais d'abord jauger et si les conditions sont réunies, j'y vais à fond ! C'est comme dans le vélo : pour faire une attaque, tu réfléchis et si tu le sens bien, tu fonces.

Parlons de toi

4

◇ Si tu pouvais être quelqu'un d'autre le temps d'une journée, qui aimerais-tu être ?

Léonardo Di Caprio ! Je serais curieux de voir ce que ça fait d'être dans la peau de quelqu'un comme lui, le beau gosse qui a tout réussi (rires). Est-ce que c'est plaisant ou pénible ?

5

◇ La dernière fois que tu as ri aux larmes, c'était pour ?

En fin d'année, pendant le Nouvel An avec ma famille, suite à une bêtise de ma nièce (large sourire).

Émilie Marmion

Sa nouvelle vie d'entrepreneur

Avec des associés, dont sa femme, Pierre Rolland vient de créer deux entreprises : l'une de voyage à vélo et l'autre d'accompagnement au développement des clubs cyclistes. Il est également consultant pour la chaîne L'Équipe TV.

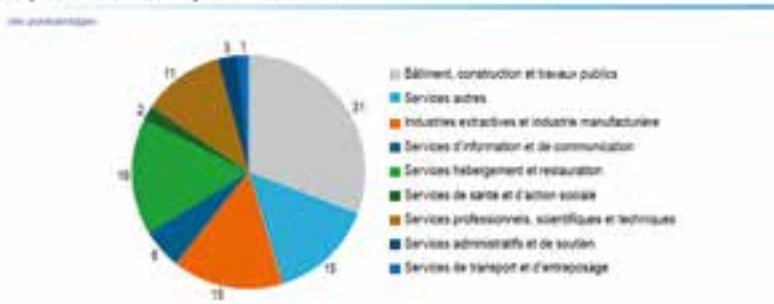
Rembourser son PGE : un enjeu d'actualité

Suite à l'octroi du célèbre Prêt Garanti par l'État (PGE), son remboursement nécessite une anticipation du chef d'entreprise, mais aussi de son équipe comptable..

Ce fameux PGE a été mis en place à partir du 25 mars 2020. Son objectif ? Soutenir le financement bancaire des entreprises impactées par la crise sanitaire. Ces prêts ont pris fin le 30 juin 2022 et représentent au total 300 milliards d'euros prêtés. La garantie de l'État, qui s'élève à 90 %, s'exerce pendant toute la durée du prêt. Le PGE peut représenter un montant important à la fin du mois, quelle que soit la taille de l'entreprise et que celle-ci soit ou non en bonne santé financière. Pendant les douze mois suivant le déblocage d'un PGE, un chef d'entreprise n'a rien à payer. Après ces douze mois, un choix s'offre à lui : soit il rembourse totalement et c'est la fin de vie du prêt, soit il choisit la durée de remboursement de ce prêt. Celle-ci peut aller d'un à cinq ans et démarre un ou deux ans après le déblocage du PGE.

Depuis janvier 2022, un chef d'entreprise peut demander le rallongement de la durée de remboursement de son prêt au-delà de six ans. Si le PGE est inférieur à 50 000 €, il doit solliciter la Médiation du Crédit aux Entreprises. Selon cette dernière, en France, le nombre de dossiers éligibles incluant une restructuration de PGE s'élevait à 268 au deuxième trimestre 2022 et 143 au troisième trimestre. Si son prêt est supérieur à 50 000 €, l'entrepreneur doit solliciter le Conseiller Départemental à la Sortie de Crise. Dans tous les cas, l'entreprise doit prouver qu'elle rencontre des difficultés à rembourser son PGE et/ou d'autres prêts. Tout en conservant la garantie de l'État, la durée est ainsi rallongée de deux à quatre ans, soit huit à dix ans au total. Solliciter l'une de ces deux entités ne constitue pas un défaut de paiement et n'entraine pas de modification de la politique de l'entreprise.

Répartition des dossiers éligibles pour restructuration de PGE par secteur économique depuis le début de la procédure



Source : Médiation du Crédit – Banque de France Octobre 2022.

Saisines par régions pour la restructuration des PGE

	Part dans les dossiers avec restructuration de PGE (en %)	Part dans les PGE octroyés (en %)
Île-de-France	28.8	21.1
Auvergne-Rhône-Alpes	15.6	13.2
Nouvelle-Aquitaine	13.4	9.9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9.3	10.9
Occitanie	9.1	10.0
Bourgogne-Franche-Comté	4.1	3.7
Normandie	3.9	3.5
Centre-Val de Loire	3.6	3.0
Pays de la Loire	3.6	4.2
Bretagne	2.7	3.9
Grand Est	2.3	6.8
Hauts-de-France	1.8	6.0
Corse	1.1	1.0
Outre-mer	0.9	2.6

Maxence Yvernault

Quelles solutions pour financer sa trésorerie à court terme ?

À court terme, plusieurs solutions de financement de leur trésorerie s'offrent aux entrepreneurs. Tour d'horizon de ces outils, dont certains restent parfois encore méconnus.

Renégocier les délais de paiement avec ses clients et ses créanciers

25% des faillites d'entreprises sont dues à des retards de paiement. Chaque année, seize milliards d'euros échappent aux PME à cause de ces retards. Dans ce contexte, l'argent facturé mais non encaissé peut facilement se transformer en trésorerie disponible. Il représente une richesse cachée dans les comptes de l'entreprise. Concrètement, le chef d'entreprise peut renégocier les délais de paiement avec ses clients et demander un acompte apparait aujourd'hui comme primordial.

À l'encontre de ses créanciers, lorsque les délais de paiement de ses fournisseurs sont trop courts, un décalage financier peut se créer et mettre à terme une entreprise en difficulté. Il s'agit donc là aussi de renégocier les délais de paiement, cette fois-ci avec son ou ses créanciers. Afin de prévenir les difficultés de son entreprise, le patron peut mettre en place un mandat ad hoc. Confidentielle, cette procédure est souple car peu encadrée par la loi. Le mandataire ad hoc tente de trouver une solution aux problèmes entre un débiteur en difficulté et ses créanciers. Son objectif est de parvenir à un accord amiable portant principalement sur des délais de paiement et/ou des abandons de créances.

L'escompte bancaire, aussi appelé escompte financier

L'escompte bancaire permet à une entreprise de céder à

sa banque l'effet de commerce d'un client en échange d'une avance de trésorerie immédiate. L'effet de commerce est un titre négociable qui vaut moyen de paiement. Concrètement, il prend la forme d'une lettre de change ou d'un billet à ordre. L'entreprise reçoit donc immédiatement le montant de cet effet de commerce, sans attendre la date d'échéance définie avec son client, et moyennant des frais bancaires à la charge de l'entreprise. La banque récupère par la suite le montant de la lettre de change ou du billet à ordre en question. Pour prévenir d'éventuels impayés, elle peut demander des garanties à l'entreprise. Il revient donc à la banque d'accepter ou non un effet de commerce selon l'importance du risque.
L'escompte reste une solution moins onéreuse que l'autorisation de découvert bancaire. Cependant, il peut facilement représenter un coût important pour l'entreprise. De plus, les pratiques de paiement des entreprises se sont modifiées au cours du temps. Les entreprises ont davantage recours au virement bancaire. L'escompte bancaire se fait donc de plus en plus rare.

© rawpixel.com

La cession Dailly

Selon Bpifrance, la cession Dailly *« a été créée par la loi du 2 janvier 1981 [par le sénateur Etienne Dailly]. (…) Elle consiste, pour un créancier, à céder ses créances professionnelles (factures, honoraires...) ainsi que les garanties et sûretés qui en sont les accessoires à un établissement de crédit. En contrepartie, le créancier reçoit de la banque le montant de ces créances sous forme d'avance. »*
La cession Dailly semble plus intéressante que l'escompte car elle offre une plus grande rapidité d'exécution et une plus grande souplesse. Souplesse d'utilisation car la cession peut se faire ponctuellement en finançant une seule facture. Mais, la cession Dailly reste un moyen de financement coûteux pour l'entreprise.
La banque exige souvent l'accord préalable du client de l'entreprise avant d'accepter elle-même une cession Dailly, afin de vérifier l'existence d'une ou plusieurs factures et vérifier que le règlement de ces factures sera bien réalisé. Après réception, sélection et vérification des factures, la banque finance les factures retenues. Dès qu'elles sont payées, l'entreprise peut à nouveau soumettre de nouvelles cessions Dailly en respectant le plafond fixé par le banquier.

© rawpixel.com

L'affacturage

Selon le Ministère de l'Économie, *« en droit commercial, l'affacturage (factoring en anglais) consiste pour une entreprise commerciale à sous-traiter par contrat à une société financière (factor en anglais) le recouvrement de ses factures. Cette société financière, qui peut être la filiale d'un établissement bancaire, se charge contre une commission de recouvrer les fonds, de gérer les dettes éventuelles et de verser à l'entreprise commerciale les sommes correspondantes. »*
La plupart des banques ont des filiales d'affacturage. Cela peut aussi se faire par internet. Les sociétés d'affacturage sont quasiment toutes regroupées au sein de l'Association française des Sociétés Financières (ASF), qui représente 95% du marché français de l'affacturage. Selon celle-ci, 33 000 entreprises ont bénéficié de ce moyen de paiement en 2020 en France.
Plus coûteux que l'escompte, l'affacturage a l'avantage d'être une solution plus complète. Mais, l'inconvénient est l'accessibilité de ce moyen de financement, à travers une société d'affacturage qui évalue la demande émise à l'encontre de l'entreprise. La société d'affacturage peut obliger l'entreprise à réaliser un chiffre d'affaires minimum et à avoir un minimum de factures à recouvrir.

La Mobilisation de Créances Nées sur l'Étranger (MCNE)

Aussi appelée Dailly étranger, la MCNE permet à une entreprise française exportatrice d'obtenir immédiatement une avance de la banque lors de la remise de la marchandise à la douane. L'entreprise renfloue ainsi sa trésorerie en disposant des fonds avant l'échéance, malgré les délais et la complexité des transactions à l'international. Les clients étrangers n'ont pas à être informés de l'existence d'une MCNE car ils règlent leurs factures directement à l'entreprise exportatrice qui rembourse ensuite la banque.

Maxence Yvernault

Un livre de témoignages
Comment t'as fait pour devenir entrepreneur ?

Co-fondateur de l'agence orléanaise de communication digitale Buzznative, Julien Haton a interviewé une centaine d'entrepreneurs pour son podcast « comment t'as fait ? ». Il met en lumière les meilleurs conseils dans un livre.

Curieux de nature, Julien Haton se pose beaucoup de questions sur les motivations des entrepreneurs. Quel est le déclic qui fait que l'on devient chef d'entreprise ? Quels sont les moments marquants dans un expérience entrepreneuriale ? Comment résiste-t-on à l'adversité et à des situations imprévues comme la crise sanitaire ? Autant de question que Julien Haton pose chaque semaine à un entrepreneur différent, qu'il enregistre et fait écouter en podcast sous l'intitulé *« comment t'as fait ? »*. Il faut croire que cette approche intéresse beaucoup de monde puisque le podcast de Julien Haton est écouté en moyenne par 10 000 auditeurs chaque mois et totalise près de 150 000 écoutes.

S'oxygéner l'esprit

« J'ai commencé en 2020 alors que le confinement nous empêchait d'aller à la rencontre des autres et de nous oxygéner l'esprit comme nous en avions l'habitude avec mon associé Maxime Moire », explique Julien Haton. Les co-fondateurs de Buzznative, qui se connaissent depuis les bancs de l'IAE d'Orléans où ils avaient remporté le concours de création d'entreprise en 2010, faisaient une fois par an une pause pour aller rencontrer d'autres entrepreneurs à Lille, Lyon et même Londres. Julien a d'ailleurs pris son port d'attache dans la capitale anglaise où il développe la clientèle internationale de l'agence.

Une dimension humaine

La première vague de Covid n'a pas submergé la curiosité de Julien Haton qui ne trouvait pas les réponses à ses questions dans les témoignages audios de dirigeants disponibles sur le net. *« Il manquait une dimension humaine et de l'interactivité,* estime-t-il. *J'ai décidé de me livrer à l'exercice de l'interview dans un format d'une heure autour de ces trois têtes de chapitre : motivation de départ, fait marquant et résistance à l'adversité. J'ai commencé par enregistrer des entrepreneurs locaux comme Aymeric Libeau, de Transition One, ou Julie Richard, de Nuoo, et cela a tout de suite bien fonctionné. »*

© Cdimedias

Julien Haton a enregistré près d'une centaine de témoignages d'entrepreneurs. Son livre en extrait les meilleurs conseils.

Réussites et galères

Progressivement le cercle des interviewés s'est élargi tout comme l'audience de ces *« tranches de vie entrepreneuriales »*. Au rythme d'un podcast nouveau par semaine, la galerie de portraits engrangés par Julien Haton atteint désormais près d'une centaine de témoignages. C'est à partir de ce *« corpus »* que Julien Haton s'est lancé dans la rédaction d'un livre tout simplement intitulé *« Comment t'as fait ? »*. Mais il ne s'agit pas d'une transcription intégrale des enregistrements audio. *« J'ai structuré le livre en grands chapitres qui correspondent au cycle de vie d'une entreprise depuis la création jusqu'à la transmission en passant par les phases de développement, de financement mais aussi par toutes les galères imaginales,* précise Julien. *Dans chaque chapitre je développe le thème en l'illustrant avec ma propre expérience et celles des entrepreneurs que j'ai interviewés. »* En quelque sorte, un livre qui s'écoute comme on recueille de bons conseils auprès de professionnels expérimentés.

Bruno Goupille

> *« Quel est le déclic qui fait que l'on devient chef d'entreprise ? Quels sont les moments marquants dans une expérience entrepreneuriale ? »*
>
> *Julien Haton*

Lasnier BTP

On estime que 30 % des entreprises familiales franchissent la deuxième génération et seules 10 % survivent à la troisième. Nous nous sommes intéressés à ces succès stories et à leurs clés de réussite. Pour cette première, nous avons pris rendez-nous avec la famille Lasnier, installée en Loir-et-Cher. Christophe et Bertrand, ont accepté de nous confier les secrets de leur entreprise, qui fêtera ses 100 ans en juin prochain.

Entreprise du BTP bien implantée dans le Loir-et-Cher, notamment dans le Blaisois et dans la Vallée du Cher, le groupe Lasnier BTP vient d'opérer un nouveau tournant avec la reprise de la société par Christophe Lasnier (3ème génération) et trois associés salariés de la société.

TRANSMISSION

« L'équipe qui est devenue gérante à mes côtés est composée de personnes très impliquées depuis de nombreuses années. Ils ont comme moi, des attaches personnelles avec des membres de leurs familles qui ont travaillé dans l'entreprise. Quand on a baigné dans l'univers du bâtiment ou de la maçonnerie, c'est plus facile de transmettre la passion et le savoir-faire » déclare Christophe.
Pour son frère Bertrand, qui a cédé ses parts l'an dernier et qui passe doucement le flambeau à son frère et ses associés, c'est aussi l'ADN de l'entreprise qui doit se cultiver, pour donner l'envie et créer sa pérennité *« On a toujours attaché beaucoup d'importance aux valeurs comme le respect et l'échange. Par exemple, en disant ''Bonjour'' quand on arrive sur un chantier, c'est bête, mais c'est la base »* témoigne-t-il.

PASSAGE DE FLAMBEAU

Assurer la pérennité de l'entreprise nécessite de s'y préparer longtemps à l'avance. Quelle que soit la stratégie adoptée et qui prend la décision. Les deux frères nous assurent qu'il faut du temps pour observer, se tester, convaincre et se faire confiance.
Pour Bertrand, c'est son frère Henri, alors à la tête de l'entreprise qui lui a cédé sa place en 2003 *« Un jour, il m'a dit ''À partir de maintenant, c'est toi le chef !'' Il a pris sa décision quand il a senti que j'étais prêt et qu'il voyait que j'avais envie de m'investir avec de nouvelles idées. De toute façon, pour nous deux, notre père avait décidé que notre avenir était tracé. C'est différent pour Christophe car c'était son choix de venir nous rejoindre et pour le moment, nos enfants ne le souhaitent pas, parce qu'on leur a laissé ce choix de faire ce qu'ils aiment ».*

VIE PERSO/VIE PRO

On pourrait croire que, lorsque trois frères et une épouse travaillent dans la même société toutes les discussions du dimanche sont tournées vers le boulot. Et bien détrompez-vous ! Cela ne se passe pas du tout comme ça chez les Lasnier. *« Nous avons toujours fait en sorte de séparer les deux. Même pour les grandes prises de décisions, ça se passe tous les vendredis matin, lors de notre réunion. On se réunit avec l'équipe pour évoquer les sujets du moment, confronter nos idées, et trancher ! Même si, quand quelque chose nous préoccupe, on en parle parfois à la maison, comme dans tous les couples »* défend Christophe.
« Au début, mon épouse qui travaille aussi dans l'entreprise, me faisait part des problèmes, une fois arrivée à la maison, se souvient en rigolant Bertrand. *Rapidement, elle a arrêté de me dire, sinon je ne dormais pas. La nuit de toute façon, on ne peut pas agir, alors autant attendre le jour suivant »* conclut-il avec humour.

Un trait de caractère qui fait sans doute l'une des clés de réussite de cette entreprise, bientôt centenaire, tout comme l'empathie qui se dégage des frères Lasnier et des collaborateurs croisés dans l'enceinte de leur bâtiment.

Emilie Marmion

> *« On a toujours attaché beaucoup d'importance aux valeurs comme le respect et l'échange »*

La semaine de quatre jours : une solution économiquement viable ?

En janvier 2021, le Groupe LDLC annonce à ses salariés la mise en place de la semaine de quatre jours. La société, qui vend du matériel informatique sur Internet et dans une centaine de boutiques en France, dont trois à Orléans, Blois et Tours, a fait un pari encore peu répandu. Quel est le bilan plus de deux ans après ?

Vous l'avez peut-être vu dans l'émission Patron Incognito, sur M6. Laurent de la Clergerie a créé le Groupe LDLC il y a 27 ans. Basé à Limonest, dans le Rhône (69), le président-fondateur annonce en janvier 2021 que chacun de ses salariés dispose désormais d'un jour de repos supplémentaire, soit quatre jours de travail et trois jours de repos.

Une mesure qui augmente la productivité...

L'idée de la semaine de quatre jours émerge lorsqu'il lit un article sur le sujet en août 2019. Près de six mois plus tard, la semaine de quatre jours est adoptée, au départ pour 700 collaborateurs et aujourd'hui pour l'ensemble des 1 000 salariés du groupe. Ces derniers sont passés de 35 à 32 heures de travail par semaine, le patron estimant que maintenir les 35 heures, soit 8h45 par jour, représenterait une charge de travail trop importante pour ses salariés. Pour maintenir l'activité de l'entreprise, ils ne doivent pas tous prendre le même jour de repos supplémentaire. Ce dernier n'est pas défini par le service RH, mais par le salarié lui-même. Des binômes ont été créés. Une semaine sur deux, le jour de repos supplémentaire est celui souhaité par le salarié et, la semaine suivante, ce jour dépend des besoins du service.

Pensant devoir recruter après avoir mis en place la semaine de quatre jours, Laurent de la Clergerie a été surpris de voir que cela ne serait pas nécessaire : « *Mes collaborateurs sont naturellement plus efficaces,* explique-t-il. *Ce jour de repos supplémentaire permet de faire tout ce que vous deviez faire, mais que vous n'aviez pas le temps de faire, comme un rendez-vous médical par exemple. Le week-end redevient deux jours pour se reposer. Le lundi, vous venez travailler reposés, vous ne pensez pas à autre chose et vous travaillez même mieux. Il y a un véritable équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Cette mesure a amené du bonheur dans les équipes.* »

Laurent de la Clergerie, président fondateur du Groupe LDLC.

...mais qui présente certaines limites

La semaine de quatre pourrait-elle être appliquée à grande échelle ? Contrairement à ce qui a été mis en place au sein du Groupe LDLC, une entreprise peut tout à fait adopter la semaine de quatre jours tout en maintenant les 35 heures de travail par semaine. Dans ce cas, les risques sur la santé et les risques d'épuisement augmentent à cause des longues journées de travail et des salariés qui sont davantage soumis au stress et à la pression.

Certains critiquent la semaine de quatre jours en raison de la diminution de l'esprit d'équipe et la perte des relations sociales

> *« Pendant trois jours, je suis chef d'entreprise et, pendant deux jours, je parle de la semaine de quatre jours »*
>
> *Laurent de la Clergerie*

liées à son travail. À cela, Laurent de la Clergerie répond : « *Être à quatre jours, cela ne change rien. Le piège se trouve plutôt dans le développement du télétravail suite au Covid. Il y a un turnover dans les entreprises, mais les gens ne s'intègrent et ne se parlent plus.* »

Une mesure qui fait parler

Mais, preuve de l'efficacité de la semaine de quatre jours, le chiffre d'affaires du Groupe LDLC est passé de 500 millions d'euros en 2018 à 680 millions d'euros en 2022. Autre preuve, cette fois-ci, de l'engouement autour de la semaine de quatre jours, quand on demande à Laurent de la Clergerie combien de jours il travaille dans la semaine, il répond : « *pendant trois jours, je suis chef d'entreprise et, pendant deux jours, je parle de la semaine de quatre jours* », notamment au cours de séminaires d'entreprises et d'interventions régulières dans les médias.

Maxence Yvernault

Sondage réalisé par Laurent de la Clergerie auprès de ses salariés, deux ans après la mise en place de la semaine de quatre jours.

DÉPISTAGE DES CANCERS
Centre de coordination
Centre-Val de Loire

DÉPISTAGE DU CANCER COLORECTAL
Un test simple et rapide qui peut vous sauver la vie !

DÉTECTÉ TÔT, LE CANCER COLORECTAL SE GUÉRIT DANS
9 CAS SUR 10

ENTRE 50 ET 74 ANS
UN TEST SIMPLE ET RAPIDE
À FAIRE CHEZ VOUS

Aussi appelé cancer de l'intestin, le cancer colorectal se développe lentement à l'intérieur du côlon et du rectum, le plus souvent à partir de petites lésions appelées polypes. En grossissant, certains polypes saignent. Le dépistage consiste à repérer, dans les selles, des traces de sang qui ne sont pas visibles à l'œil nu. On peut ainsi repérer un polype avant qu'il n'évolue en cancer ou un cancer à un stade très précoce et augmenter les chances de guérison.
Ce cancer est l'un des plus fréquents : il touche les hommes comme les femmes, généralement après 50 ans.

VOUS AVEZ ENTRE 50 ET 74 ANS ?

Le **TEST DE DÉPISTAGE DU CANCER COLORECTAL** est à réaliser chez soi TOUS LES 2 ANS*. Il consiste à prélever des selles grâce à un bâtonnet fourni dans le kit de dépistage. Le test ainsi qu'une fiche d'information à compléter sont à adresser au laboratoire en charge du dépistage au niveau national (une enveloppe pré-affranchie est contenue dans le kit).
Ce test est **PRIS EN CHARGE À 100% PAR L'ASSURANCE MALADIE.**

Comment se procurer le kit de dépistage ?
- **Chez votre médecin** à l'occasion d'une consultation
- **Sur internet** sur le site monkit.depistage-colorectal.fr (votre numéro d'invitation, présent sur le courrier envoyé par le CRCDC vous sera demandé).
- **Chez votre pharmacien** (liste de pharmacies pouvant remettre un kit sur : www.depistage-cancer.fr)

Consulter le mode d'emploi du kit

Un questionnaire médical permettra de définir la stratégie de dépistage adaptée à votre niveau de risque (dépistage organisé ou orientation vers un gastro-entérologue). *en cas d'antécédent personnel ou familial de maladie colorectale ou de symptômes, un suivi spécifique est nécessaire. Parlez-en avec votre médecin !

CRCDC - Antenne 45 - 959 rue de la Bergeresse
45160 OLIVET
Colon : 02 38 54 74 02 - colorectal.28-45@depistage-cancer.fr
Facebook : Depistagedescancers.CVL
Site : www.depistage-cancer.fr/centre

Pépinières Travers : cultiver des relations de travail… humaines

Les pépinières Travers cultivent des plantes grimpantes, des petits fruitiers et des rosiers sur leur site de Saint-Cyr-en-Val où œuvrent une cinquantaine de personnes en saison. Une histoire de passion et de relations humaines qui a commencé il y a 150 ans !

150 ans d'âge. Le temps qu'il faut pour faire d'un gland un chêne majestueux. Et d'une passion une entreprise enracinée sur son territoire. En 1870, l'arrière-arrière-grand-père du dirigeant actuel, Arnaud Travers, achète un lopin de terre et y cultive des légumes et de la vigne. « *À l'époque, il n'y avait pas de congés payés, pas de vacances, pas de voyages, pas beaucoup de loisirs*, raconte Daphnée Travers, responsable RH* et RSE**. *Le seul loisir de mon arrière-arrière-arrière-grand-père était de multiplier des plantes d'ornement et, notamment, la clématite, plante alors assez peu connue en France. Ce fut le début de notre production horticole !* »
Depuis, l'entreprise a bien prospéré. Elle emploie aujourd'hui jusqu'à cinquante personnes en saison et affiche un chiffre d'affaires d'environ 3,8 millions d'euros en moyenne sur les cinq dernières années. « *Nous nous adaptons à tous nos clients quels qu'ils soient. Nous sommes souvent sollicités sur des projets jamais faits ailleurs comme des plantes grimpantes de dix mètres de haut par exemple ! Nous aimons relever des challenges.* »

Arnaud Travers, le dirigeant actuel

Un turn-over plutôt faible

Et pour relever ce type de défis, il faut savoir bien s'entourer et garder sa précieuse main d'œuvre. La méthode Travers semble porter ses fruits : la société affiche en effet un turn-over plutôt faible.
D'abord, depuis le regroupement de l'ensemble de la production à Saint-Cyr-en-Val, des multi-chapelles avec double paroi gonflable ont été construites. « *Cela a permis d'améliorer la qualité de vie au travail : le travail se fait au sec, à l'abri du vent et du froid, sur de l'enrobé. Par ailleurs, nous sommes une entreprise familiale, un mot qui a plusieurs sens. Il évoque la transmission d'une entreprise qui est restée dans la même famille de génération en génération. Mais il fait également allusion à la manière dont nous gérons les relations humaines. Même si la société grandit, nous essayons de garder ce lien. Nous sommes attentifs à l'épanouissement de nos salariés, à leurs aspirations. Nous développons la polyvalence : multiplication, rempotage, préparation des commandes… Chacun peut passer d'un pôle à l'autre. D'abord, cela évite la routine. Ensuite, cela renforce leurs compétences. Enfin, cela donne plus de sens à leurs missions : ils développent une vision globale de l'entreprise. Ils voient l'impact que leur travail peut avoir sur les autres activités de l'entreprise et sur leurs collègues.* »
La société encourage également la mobilité interne. « *Des salariés qui sont chez nous depuis plus de 20 ans ont fait plusieurs carrières. Ce n'est pas un diplôme, ce n'est pas l'âge qui fera qu'une personne prendra des responsabilités chez nous. Ce qui compte, c'est la motivation, la volonté. L'école n'est pas le seul moyen d'apprendre et elle ne convient pas à tout le monde. Il nous faut trouver d'autres moyens de former et de se reconvertir plus tard. Nous avons donc mis en place un process de formation interne.* »

La 6e génération à gérer les pépinières Travers, Daphnée et Mathieu, accompagnés de Gaëtan, responsable de production.

Une méthode d'intégration qui fonctionne : « *Nous ne sommes pas en souffrance sur le recrutement, mais nous sommes très vigilants. Nous n'attendons pas d'être en difficulté pour agir. Nous cherchons donc à apporter de la visibilité à nos métiers en participant à des forums, à des rencontres dans les écoles… et à casser les a priori pour que les gens ne s'empêchent pas de se tourner vers nos métiers. Aujourd'hui, je suis fière de ce que l'entreprise est devenue et des personnes avec qui je travaille au quotidien.* »

Estelle Cuiry

* *Ressources humaines*
** *Responsabilité sociale des entreprises*

À Fleury-les-Aubrais, les camions vont préférer le train

Une plateforme de ferroutage va voir le jour à Fleury-les-Aubrais d'ici 2025. Elle pourra charger chaque jour 170 containers de camion en direction du Havre.

« À nous de vous faire préférer le train », affirme le slogan de la SNCF. La région Centre-Val de Loire lance le même message aux transporteurs routiers en créant une plateforme de ferroutage à Fleury-les-Aubrais (Loiret). Elle sera en capacité de charger sur des trains, 170 containers de camion pour les convoyer jusqu'au port du Havre. Le projet s'inscrit, en effet, dans le cadre du développement du fret ferroviaire en liaison avec Haropa Port, le groupement des ports du Havre, de Rouen et de Paris. C'est la raison pour laquelle la construction de la plateforme du Loiret fait l'objet d'un financement associant les régions Normandie et Centre-Val de Loire, ainsi que l'État via SNCF Réseau. L'investissement de 10 millions d'euros sera couvert par la région Centre-Val de Loire pour 5 millions d'euros, l'État pour 4 millions et la région Normandie à hauteur de 1 million d'euros.

Trafic en hausse de 30 %

L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse à Paris, le 8 février par Clément Beaune, ministre délégué aux Transports, François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire, Hervé Morin, président de la Région Normandie, et Matthieu Chabanel, Président Directeur général de SNCF Réseau.
Le transport combiné, qui associe le rail et la route, connaît en France une croissance certaine. En 2022, le trafic en tonnes/km a augmenté de plus de 30 % par rapport à 2019, dernier exercice avant la crise sanitaire. Les investissements programmés par le plan de relance du fret, d'un montant d'un milliard d'euros, visent au triplement de l'activité à l'horizon 2030.

François Bonneau, président de la Région Centre-Val de Loire, Clément Beaune, ministre délégué aux Transports, et Hervé Morin, président de la Région Normandie, ont annoncé la création de la plateforme lors d'une conférence de presse à Paris.

Un train = 40 camions

Le développement du ferroutage s'inscrit également dans la politique de transition écologique. Un train de fret représente en moyenne le chargement de 40 camions en consommant six fois moins d'énergie et en émettant neuf fois moins de CO2.
Le projet du chantier de transport combiné des Aubrais remonte à l'année 2020 avec un appel à manifestation d'intérêt lancé par SNCF Réseau. Les régions Centre-Val de Loire et Normandie y ont répondu favorablement en 2022.
Les travaux débuteront cet été et consisteront à aménager des faisceaux de voies de service permettant d'accueillir deux rames de 250 mètres chacune. L'installation d'un portique de chargement sera réalisée en 2024 avec un objectif de mise en service opérationnelle en 2025. L'infrastructure permettra de transborder jusqu'à 150 conteneurs par jour. Un projet d'extension pourrait ensuite porter la longueur utile des voies à 750 mètres.
À noter que les travaux seront menés en concomitance avec ceux de la nouvelle base travaux SNCF Réseau des Aubrais qui servira pour le chantier de renouvellement de la voie ferrée entre Boisseaux et Cercottes, réalisé au moyen d'un train usine en 2025.

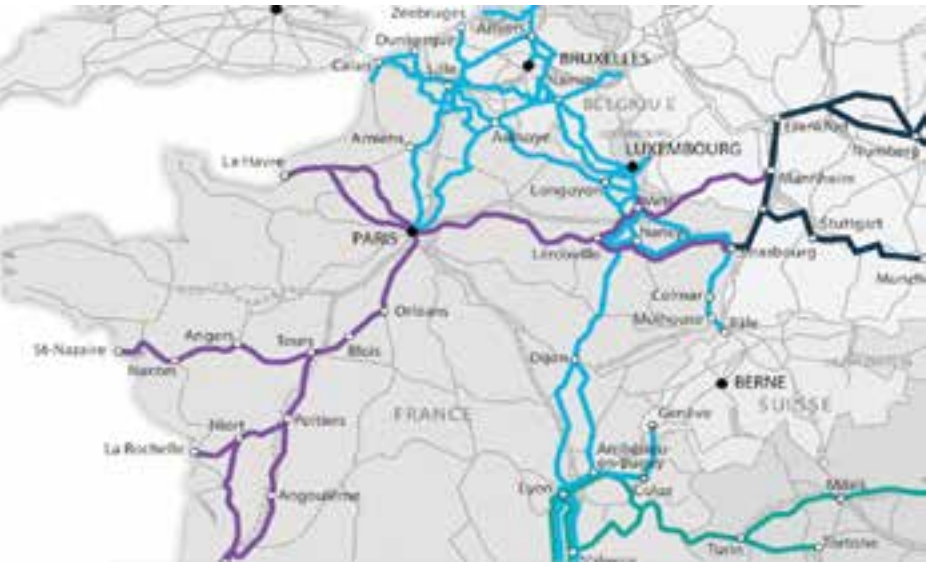


Schéma des corridors de fret ferroviaire.

4,5 millions de tonnes déjà sur les rails

En Centre-Val de Loire, le fret ferroviaire représente déjà 4,5 millions de tonnes de marchandises par an. Ce trafic est constitué à 65 % de céréales, en liaison avec les ports du Havre, de Rouen et de La Rochelle.
La région Centre-Val de Loire compte douze entreprises ferroviaires et 112 installations terminales embranchées. 289 km de lignes capillaires sont dédiés au fret, dont quinze lignes pour la collecte de céréales.

BOIS : UNE FILIÈRE DE PARADOXES

Les forêts sont une source importante de revenus pour la France. Mais un marché qui réagit violemment aux soubresauts de la mondialisation. Le bois est un bien qui fluctue comme les indices boursiers, répondant à la loi de l'offre et de la demande. Panneaux de particules, pâte à papier, ébénisterie, bois énergie et gros œuvre, le bois est partout et les progrès techniques permettent de ne rien en perdre, jusqu'à la sciure ultime.
Si le dérèglement climatique fait souffrir les plantations au point de les mettre en danger, il participe aussi au retour en grâce du bois dans la construction.
Malgré cela, la filière peine à se structurer, et tout le monde est à son chevet.

Dossier réalisé par Stéphane de Laage

Le marché du bois est mondial, et c'est bien là notre malheur. Nous payons très cher les expérimentations menées il y a près de 150 ans, lorsqu'il était de bon ton de faire des essais d'acclimatations pour le moins exotiques. Les botanistes n'avaient pas imaginé la fragilité des arbres, et moins encore qu'en les transportant autour de la planète, ils emporteraient aussi des maladies et des champignons létaux. Aujourd'hui, on ne peut que constater les dégâts.
Et plus encore, ce même marché répond aux soubresauts des dirigeants. Quand Donald Trump choisit de ne plus acheter de bois au Canada, les prix s'envolent. Idem quand Hu Jintao décide que la Chine doit protéger sa forêt et importer massivement, elle se tourne vers la France, et offre aux propriétaires privés des prix très élevés qui ne se refusent pas ! Au point que le chêne se raréfie et devient un produit de luxe. Dans le même temps, la Russie limite ses exportations, et la concordance de tout cela dérègle notre marché interne.

Sur l'échiquier mondial, la France n'est certes pas le plus gros pays producteur avec 17 millions d'hectares sur les 4 milliards d'hectares que compte la planète, mais dispose d'une forêt de belle qualité. Un million d'hectares en région Centre-Val de Loire, peuplée de feuillus à 87 %, l'essence régionale étant le chêne qui représente 61 % de la surface forestière. Mais les pins (sylvestres, laricio et maritimes par ordre d'importance) sont aussi bien représentés. La forêt régionale est aussi caractérisée par une proportion importante de forêts privées, 88 % contre 75 % en moyenne dans l'hexagone.
Le volume de bois est estimé à 176 millions de m^3 pour l'hexagone. Une quantité qui augmente de 3 % par an, ou

stagne, c'est selon. En effet sur ce point, les spécialistes ne s'accordent pas toujours. Pierre-Damien Dessarps est responsable des activités relatives aux documents de gestion durable, aux plans simples de gestion, et aux documents du code forestier pour la bonne pratique sylvicole. Il résume la situation en disant que *« la surface forestière augmente encore, mais moins vite qu'avant. Il y a 25 ans, l'Europe aidait à la reforestation de terres agricoles, cela n'a duré que quelques années »*.

Quoi qu'il en soit, la filière bois se structure de mieux en mieux, et se développe au bénéfice notamment de la préservation de l'environnement. Bois construction, bois énergie, chaleur renouvelable, les pistes sont nombreuses, sous l'œil attentif de l'interprofession nationale Fibois. Pour la région Centre-Val de Loire, c'est Francis Lheure, patron de l'entreprise OBM Construction, qui en est le président. Fibois regroupe à la fois les propriétaires privés et publics (donc l'ONF), les scieurs, les groupements des travaux forestiers, et les opérateurs comme les architectes, constructeurs, charpentiers et menuisiers. Au total, 2 500 entreprises en région, représentant 20 000 emplois salariés

Eric Sevrin et Pierre-Damien Dessarps

Francis Lheure

ou indépendants. Et c'est près d'un million et demi de tonnes de bois qui sont traitées chaque année. Les petites sections pour l'énergie, les moyennes pour la charpente, le gros diamètre pour les structures et les tonneaux. Selon la qualité, l'on fait des escaliers, parquets, ébénisterie, cercueils ou traverses de chemin de fer.
Mais la filière a des difficultés structurelles. *« À commencer par les scieurs qui devraient se regrouper pour atteindre une taille critique*, explique Francis Lheure. *Il n'y a pas ou peu de gros faiseurs, hormis le groupe Barillet. Le sujet environnemental en est l'une des causes ; les mises aux normes coûtent cher, bacs de rétention, réserves d'eau incendie, gestion des huiles et produits connexes »*. Quant à l'installation d'une scierie, elle est extrêmement chère. 4 à 5 millions d'euros pour un outil de production efficace, avec des robots numérisés, écorceuse et outils de manipulation…

L'environnement, moteur économique

Regain d'intérêt pour le bois… D'abord, parce qu'il est une façon idéale de contrecarrer l'effet de serre. Un mètre cube de bois, c'est une tonne de CO2 captée. Dans la construction, le bois fait donc beaucoup mieux que le ciment et l'acier combinés ! Les constructeurs bois prêchent pour leur paroisse en ajoutant qu'il est renouvelable et isole parfaitement. Et le président de Fibois de poursuivre, *« il n'y a jamais eu de vraie crise du bois, les grosses entreprises parviennent à contenir leurs besoins, en anticipant leurs achats. Quant à l'avenir, l'augmentation du prix des énergies et l'application de la RE2020 devraient donner raison à la construction bois pour les raisons que l'on vient d'évoquer »*. Actuellement, la construction d'habitats privés en bois augmente de 10 % par an en France, 25 % en Allemagne. C'est la raison pour laquelle les constructeurs s'inquiètent malgré tout du maintien de leur source d'approvisionnement : *« 5,5 millions de m³ actuellement, il ne faudrait pas descendre en-deçà »*. Les majors comme Vinci, Bouygues ou Eiffage savent très bien utiliser le bois dans leurs programmes. Ils le font pourtant avec parcimonie, lobbies du béton oblige, juste assez pour « *verdir* » leurs projets dans les MGP, les marchés globaux de performance. Des industriels comme Swiss Krono à Sully-sur-Loire, font du bois un usage hyper optimisé. Elle produit chaque année 800 000 m³ de panneaux de particules et d'OSB. *« On veut tout faire pour renforcer la construction bois »*, martèle le président du groupe Martin Brettenthaler. Ainsi l'entreprise qui tourne 7 jours par semaine, 24h/24, emploie 400 salariés.

Faire feu de « tous bois »

Bûche, granulé, plaquette, le bois est la plus vieille énergie du monde. Renouvelable et écologique ; une chance que les industriels saisissent. Environ 1,5 million de m³ en Centre-Val de Loire, 30 millions de m³ dans l'hexagone. Les chiffres restent approximatifs car 80 % des volumes constatés, notamment pour le *« bois bûche »*, se vendent au stère de gré à gré. Les petites annonces le proposent à 45€/stère, 70 € en zone urbaine, les professionnels, comme Bois Factory 36 (groupe Pojoulat), le proposent à 100€/stère, séché à 18 % d'hygrométrie.
Le granulé quant à lui, souvent du résineux, est produit par des procédés industriels assez pointus. Sidesup par exemple, en Beauce, traite en saison la pulpe de betteraves et de luzerne. En circuit court, elle produit du pellet qui nourrit les animaux. Hors saison, elle se diversifie et met ses fours à disposition de la filière bois, des sciures en particulier. Trois usines produisent ainsi 50 000 tonnes de pellet en région.
Quant aux plaquettes, elles sont en quelques sortes l'utilisation ultime des bois de récupération, ce dont aucune autre industrie ne veut, autre que pour le papier ou le panneau de particules. Dalkia, au Nord d'Orléans, en consomme près de 100 000 tonnes par an dans sa chaufferie urbaine, près de quinze camions chaque jour ! Une entreprise comme Burban Palettes, championne de recyclage, fournit, elle aussi ses déchets ultimes pour produire de l'eau chaude sanitaire et du chauffage à la métropole. Olivier Silberberg est chargé de mission bois énergie au sein de Fibois. *« D'autres chaufferies produisent même de l'électricité, explique-t-il, de l'ordre de 7MW. Le rendement est certes moins bon, mais l'objectif est de produire une énergie renouvelable, en particulier avec du bois dont on ne ferait de toute façon rien »*. Pour comparaison, une chaudière urbaine de ce type équivaut à la production de deux éoliennes, sachant qu'une tranche nucléaire produit 1 000MW.

Olivier Silberberg est chargé de mission bois énergie au sein de Fibois.

Toutes les énergies sont bonnes à produire, au point que les programmes se multiplient en Europe en faveur du bois, depuis l'augmentation du prix du gaz. Le *« Fond chaleur »* est aidé par l'ADEME, et les COT, contrats d'objectif territoriaux, encouragent le développement des énergies thermiques, avec l'objectif de produire jusqu'à 50Kw/an/habitant. *« Le territoire est très moteur en ce sens, insiste Olivier Silberberg, avec l'accompagnement de Fibois »*.

Leonard

Jean-Charles Leonard

L'arbre généalogique est long et solide comme un chêne. Dans la famille Leonard, on est charpentier de père en fils depuis 1802. C'est dire que le métier et la filière, on les connaît et on les maîtrise. « Ces derniers temps, ça a été plus compliqué, reconnaît Jean-Charles, actuel gérant avec son père Christian. Il a fallu anticiper, constituer les stocks en achetant sur le marché qui n'est plus que français, loin de là ».
Quand la Russie fait le blocus, c'est toute la filière qui tousse. Nos pins et nos épicéas poussent trop vite en Sologne et manquent de densité donc de résistance pour la charpente. Alors les bois d'ossature viennent de chez Piveteau à Nantes, qui débite, sèche et colle. Ils ne sont guère plus d'une dizaine en France. « Et quand la crise ralentit les commandes, parce que les taux d'emprunts s'emballent, les négociations sont moins faciles ». Depuis Noël 2021, le prix du chêne a pris 30 %, les charpentes ont logiquement suivi. Idem pour le panneau de particules, mené par Swiss Krono qui fait le marché.
Mais la force des Leonard est d'avoir cette ancienneté qui leur permet de monter des charpentes à l'ancienne, en tenon et mortaise, avec des vieux bois qui font rêver par leur taille et leur beauté. Les compagnons apprennent à prolonger le savoir-faire qui fait aussi la richesse de la filière.

ONF, pour l'excellence française

L'idée d'une forêt durable ne date pas d'hier. Colbert en 1665 était, entre autres fonctions, secrétaire d'État de la Marine de Louis XIV. Pour construire les bateaux de la Royale, animer les forges et la vapeur à bois, il instaurait les bases d'une forêt durable, productrice de chênes notamment, qu'il fallait donc choyer pour faire grandir le capital. Tout ce à quoi s'attelle aujourd'hui l'ONF, l'Office national de la forêt, pour le compte de l'État et des collectivités propriétaires. Christophe Poupat dirige aujourd'hui l'agence ONF Val de Loire. « *L'ONF*, dit-il, *c'est 120 000 hectares en région Centre-Val de Loire ; forêts d'Orléans, de Russy, de Lamotte-Beuvron ou Larçay. Ces massifs sont gérés pour produire des bois de grande valeur et alimenter la filière d'excellence, mais aussi pour assurer une production de résineux, accueillir le public et assurer la biodiversité* ». Cette forêt publique représente 10 % des surfaces boisées selon les départements, mais ils représentent aussi 40 % de la commercialisation des bois français. L'ONF, donc l'État, accepte de ne pas vendre son bois aux prix artificiellement élevés que proposent les Chinois. « *Cette sous-recette permet de soutenir la filière de qualité* », insiste Christophe Poupat.
Les bois sont vendus aux enchères, le plus souvent sur pied, mais aussi par contrat à des scieries. « *Cela vaut essentiellement pour les chênes*, poursuit Christophe Poupat. *Pour les résineux, la filière est mal organisée, il n'y a pas suffisamment de scieurs en région Centre-Val de Loire, quelques dizaines tout au plus. Les résineux ne sont pas assez chers, il faudrait des regroupements pour atteindre une taille critique d'entreprise* ».

Christophe Poupat

La formation au rendez-vous ?

Pas assez selon les industriels. La France ne compte que deux écoles véritablement dédiées à la filière : l'ENSTIB, École Nationale Supérieure des Technologies et Industries du Bois à Épinal, et l'ESB, École supérieure du bois à Nantes, d'où sortent des ingénieurs très spécialisés. Ajoutons une quarantaine d'établissements qui forment aux métiers de la forêt et à la construction. Près de chez nous, le lycée Henri Gaudier-Brzeska propose un BAC Pro et un BTS en relation avec la filière. L'université d'Orléans a quant à elle un Master « *Agrosciences, Environnement, Territoires, Paysage, Forêt* », avec deux parcours : « *Biologie Intégrative et Changements Globaux* » qui forme les étudiants par la recherche, à la structure et au fonctionnement des écosystèmes terrestre, et « *Forêts et Mobilisation des Bois* » pour appréhender le fonctionnement et la gestion des écosystèmes forestiers pour leur exploitation durable. Enfin, l'on peut espérer de la future ESTP, Ecole spéciale des travaux publics qui s'installera l'an prochain à Orléans, qu'elle développera elle aussi une filière bois.

Comment va notre forêt ?
Moins bien qu'elle n'a été

Les nouvelles ne sont pas très bonnes, sa santé ne tient même qu'à un fil. François-Xavier Saintonge est référent expert national santé des forêts. Sa mission concerne l'entomologie forestière et le dépérissement des arbres, leur vieillissement anormal, les insectes et la sècheresse. Le travail ne manque pas. *« De 1850 à 2010,* explique-t-il, *les arbres poussaient plus et la surface forestière augmentait, prenant comme en Sologne par exemple, la place des terres agricoles abandonnées. Le capital forestier était donc en augmentation régulière. Depuis 2018, les sècheresses se répètent, et les années « normales » sont devenues l'exception ».* Autre fait catastrophique, l'introduction d'insectes et de champignons par le

François-Xavier Saintonge

commerce international. La Graphiose de l'Orme avait fait disparaître 80 % de cette essence dans les années 50, et plus tôt encore, la chalarose (1860) a décimé les forêts de frênes, pourtant promises à un bel avenir. *« La mortalité des arbres pour bon nombre d'essences, est de plus en plus importante. Les sujets sains sont en état de dépérissement avancé, et ont une croissance plus faible. C'est autant de bois qui n'est pas produit par la nature, autant de carbone pas capté et autant de coupes qui ne sont pas réalisées ».*
Cela signifie également que le CO2 émis par les activités humaines, qui était largement absorbé par les arbres, ne l'est plus. Quant à la sècheresse, elle devient le facteur limitant. Depuis 2000, on parle de 15 % de croissance en moins ; la surface diminue. Fut une époque pas si lointaine où l'on coupait 60 % de la production biologique. Désormais, c'est un peu plus de 100 % de cette même production, dixit l'inventaire forestier national. *« Ce qui veut dire, conclue François-Xavier Saintonge, qu'on entame doucement le capital forestier ».*
En région, on trouve principalement du chêne sessile et pédonculé, hêtre, châtaigner, sapin, pins laricio et sylvestre. Tous, sans exception ou presque, souffrent aujourd'hui de maladies diverses, du stress hydrique ou des variations climatiques, notamment depuis 2016, voire des trois à la fois. Pour ne parler que du châtaigner et du frêne, ils sont le plus souvent récoltés morts, et ne serviront qu'au bois de plaquette pour le chauffage. François-Xavier Saintonge est au chevet des chênes de la forêt de Tronçais, joyau de la France où est produite une part importante des tonneaux du monde entier. 10 000 hectares de forêt publique, à elle seule 10 % des revenus de l'ONF.
Les spécialistes sont donc plus que jamais attentifs à cette évolution. Ils ont parfois arrêté certaines expérimentations ou habitudes passées, comme les coupes d'amélioration qui génèrent du stress. Ce sont à l'évidence des pertes économiques importantes.
Mais, François-Xavier Saintonge se veut tout de même rassurant. *« On ne peut pas dire que tout est fichu. La communauté scientifique ne sait pas l'incidence qu'auront les prochaines augmentations de température. Quand elle constate la difficulté, il est déjà trop tard. Souvenons-nous que les chênes sont là depuis Colbert. Impossible de les remplacer par autre chose, comme sait le faire l'agriculture qui remplace une graminée par une autre d'une année à l'autre ».*

Suivre le fil du bois

Laurent et Jocelyn Cizeau

Ils sont la quatrième génération de mérandiers. Laurent et Jocelyn Cizeau incarnent sans doute l'une des dernières entreprises indépendantes de ce type. Un métier rare, qui fait pourtant la fierté de la filière française. Ce que le monde nous envie : la matière première et le savoir-faire, pour produire ces pièces de bois qui constituent les tonneaux. « Ne pas scier, mais fendre les billons, toujours en suivant le fil du bois, insiste Jocelyn. Pour que les merrains puissent être assemblés par le tonnelier et garantissent l'étanchéité au contact des vins ».
À Neung-sur-Beuvron, les six salariés de la petite entreprise traitent tout de même 400 m3 de chêne par an. Pédonculé ou du Cécile, c'est selon qu'ils sont destinés aux Bourgogne, aux Bordeaux ou aux spiritueux. « Les tanins sont différents, dépendent aussi de la provenance donc du terroir ». Pas plus de 200 km alentours, mais sélectionnés avec la plus grande attention. L'erreur n'est pas permise, on touche au sublime…

La migration assistée

L'INRA et les organismes de recherche font pourtant des plantations « test ». On tente de planter des graines d'essences bordelaises, d'arbres d'Amérique du Nord, voire des Cèdres de l'Atlas marocain, qui connaissent la chaleur, mais aussi la neige et le froid. Un pari sur l'avenir. Une récente rencontre des experts forestiers à Chambord portait sur la *« gestion du risque climatique »*.
Le réseau Aforce, qui travaille à l'adaptation des forêts au changement climatique, élabore des protocoles communs et produit des bases de données utiles à tous. Où l'on parle de pin maritime océanique, portugais et espagnol, pour demain. Un pin déjà présent en forêt de Chinon, au climat plus océanique que la Sologne, mais qui remonte la Loire.
Ces essais n'arrangent pas les relations entre la Société botanique de France et le monde forestier. Puristes et pragmatiques s'affrontent. Quant à la proposition d'Emmanuel Macron de planter un milliard d'arbres en 15 ans, soit un million d'hectares, elle semble, au dire de spécialistes, inutile et irréalisable.

Eric Sevrin est directeur de l'IDF, Institut pour le développement forestier, et coordinateur du réseau Aforce. *« Mieux vaut continuer de veiller à la régénération naturelle,* dit-il. *Ne parions pas non plus que sur les nouvelles essences et la génétique. Par contre, favorisons la sylviculture de précision. Les sols sont difficiles à arroser, il faut prévoir que les grands sujets fassent de l'ombre aux plus jeunes. Question de pragmatisme ».* C'est aussi cela que font le CNPF et les syndicats ; former les propriétaires à une gestion durable. *« Pour cela, il est important que les plus modestes regroupent leurs parcelles, pour une gestion collective et plus efficiente ».* C'est aussi l'objet du programme régional Sycomore (Sylviculture de précision et connectée), qui regroupe l'ensemble des partenaires régionaux qui étudient la forêt, le climat et les insectes ravageurs. CNRS, INRAE, INSA, UNISYLVA, Dream, VEGEPOLYS et bien d'autres sont partenaires de ce projet d'ampleur.

Alors que vaut la forêt aujourd'hui ?

Compte tenu des aléas décrits, difficile de donner une valeur à notre forêt. Si l'on se réfère aux revenus de la gestion nationale, l'ONF fait environ 250 millions d'euros de chiffre d'affaires sur 1,5 million d'hectares de forêt. Pour 17 millions d'hectares, gageons que la forêt française, publique et privée, peut dans l'absolu générer un chiffre d'affaires de 2,5 milliards d'euros. Selon France Bois Forêt, *« l'activité sylvicole a bénéficié d'une reprise spectaculaire après la crise sanitaire. Les prix des feuillus, comme des résineux sont aussi en hausse. L'indice du chêne dépasse en 2021 la barre symbolique des 200€/m³ pour atteindre 225 €/m³ (pour un volume unitaire de 1,7 m³), soit une hausse de 39 % sur les deux années précédentes ».* Le prix des résineux n'atteint pas ces niveaux, mais sont aussi à la hausse pour la majorité des essences.
Alors suis-je riche en possédant 50 hectares de bois ? *« C'était autrefois un capital sûr, explique un économiste ; aujourd'hui, c'est fluctuant comme la bourse avec des risques non-négligeables. Le prix de l'hectare augmente, car la demande est forte ».* Il y a peu d'impôts sur les surfaces boisées et quelques avantages fiscaux, les donations sont facilitées. Mais le risque augmente avec les

feux, les insectes et les sècheresses. Pour la Sologne, le cas est à part et les prix irrationnels. Jusqu'à 25 000€/ha, mais on parle là de propriétés de chasse, donc de loisir avant d'être un rapport en bois. Selon Fransylva, le prix moyen de la forêt en France est de 4 000 € pour les parcelles de 10 à 25 hectares.
« Dans ses parcelles, le propriétaire est libre de ses choix quant aux essences qu'il veut planter, mais dans le cadre du schéma de gestion régionale sylvicole, nuance Pierre-Damien Dessarps. *Autant dire une liberté très encadrée. La plantation est un travail qui certes rapportera, mais pas tout de suite. Un mode de gestion rémunérateur autant que coûteux, un placement patrimonial pour une transmission familiale ».* Le propriétaire vit donc avec l'incertitude et les prises de risques communes à de nombreux placements. À ceci près que pour un peuplier, on parle de 12 ans, 45 pour le douglas et 150 pour les chênes !

Crescend'O, la musique adoucit l'entreprise

Comment concilier la musique classique et le monde de l'entreprise ? L'Orchestre symphonique d'Orléans a trouvé une réponse, en créant en 2015 son club Crescend'O.

Club des partenaires et des ambassadeurs de l'orchestre, Crescend'O développe le mécénat dans le but de soutenir cette formation, il est vrai, imposante. En effet, avec un budget annuel de 800 000 €, l'orchestre emploie deux salariés permanents et près de 80 musiciens intermittents. Autant dire que l'association qui le porte ressemble, en bien des points, à une entreprise de belle taille.
Elle est en partie subventionnée par des institutions, au premier rang desquelles la municipalité d'Orléans bien sûr à hauteur de 216 000 €, la Région Centre-Val de Loire pour 30 000 € et le département du Loiret pour 23 000 €. La billetterie est une source essentielle de revenus, que vient toutefois combler le mécénat pour près de 50 000 € chaque année. *« Où l'on parle bien d'un orchestre de territoire,* insiste Alexandre Jousset, vice-président de l'Orchestre, en charge du mécénat. *80 % des musiciens sont en activité professionnelle dans la métropole orléanaise, et les entreprises qui nous soutiennent sont aussi locales. Devenir mécène,* ajoute-t-il, *c'est adhérer à des valeurs d'excellence, de créativité et de rigueur ».* Le club Crescend'O ne cache pas non plus son ambition pour les entreprises : développer un réseau à la fois culturel et économique.

Piano, mezzo ou fortissimo ?

Tout dépend de l'engagement. Les entreprises mécènes participent à la hauteur de leurs moyens, entre 500 et 10 000 €, et bénéficient en retours, outre d'une défiscalisation à hauteur de 60 %, de quelques avantages en nature comme des places de concert pour leurs collaborateurs ou clients, leur logo en bonne place sur la scène des concerts, sur les documents promotionnels et les programmes. Une autre proposition, tout aussi réjouissante, est la possibilité d'assister aux *« Générales »* des grands concerts, c'est-à-dire les répétitions, moments toujours privilégiés puisque le public découvre les coulisses de la vie d'orchestre, sous la baguette de son chef Marius Steghorst.

Alexandre Jousset, Vice-président, en charge de Crescend'O.

© Michel Perreau

À la baguette de l'Orchestre symphonique d'Orléans, Marius Steghorst.

Philippe Barbier, président de l'Orchestre symphonique d'Orléans.

Parmi la trentaine d'entreprises partenaires, citons la Caisse des dépôts, l'un des plus gros contributeurs aux côtés du cabinet d'architecture Lheude, Arthur Loyd ou Swiss Krono.
Pascal Fortolan représente l'entreprise du bâtiment Metz à Orléans, partenaire de la première heure. *« On voit,* dit-il, *plus souvent les entreprises du bâtiment soutenir les activités sportives. Mais on a aussi à Orléans, la chance rare d'avoir un orchestre symphonique. Il faut le soutenir. Cela permet en plus, et ce n'est pas négligeable, de partager un plaisir peu commun avec Mozart, Gershwin et nos partenaires, de créer du lien autour d'un verre, et de le faire intelligemment dans le cadre de notre politique RSE ».*
Philippe Barbier, président de l'Orchestre, ne cache pas son enthousiasme : *« C'est une belle aventure née en 1921. On vient d'en fêter le centenaire et l'on espère bien repartir pour autant »* ! Il peut pour cela compter au moins sur le soutien d'Orléans, dont le maire Serge Grouard, redisait lors d'une récente première au théâtre de la ville : *« Cet orchestre est une pépite, un lien fort avec le territoire. Vous pouvez compter sur nous. La ville restera à vos côtés ».*

Stéphane de Laage

Demandez le programme !

L'ensemble des rendez-vous de l'année est disponible sur le site de l'Orchestre, mais retenez que les 10 et 11 juin, il sera question de Ciné-concert.
Des *« causeries musicales »* ont lieu dans la salle Touchard, mais aussi à la salle Debussy, à l'office de tourisme.
À noter que Clément Joubert sera aussi de la partie les 13 mai et 10 juin.
Réservez : www.orchestre-orleans.com

Le Loiret ouvre son Panthéon itinérant

À la manière de certains châteaux qui possèdent une galerie de leurs ancêtres plus ou moins célèbres, le département du Loiret ouvre sa route des illustres. 80 personnages ayant marqué leur époque la jalonnent pour le moment.

« Il n'y a pas de territoire perdu par l'Histoire, tout est Histoire ». Avec sa volubilité inimitable et sa manière très vivante de raconter l'Histoire, Loràn Deutsch a inauguré la présentation de la route des illustres du Loiret, le 7 février dernier. Le cadre hautement historique de Saint-Benoît-sur-Loire, où le poète Max Jacob se réfugia pendant l'occupation, avait été choisi pour ce lancement officiel. Comme son nom le laisse supposer, la route des illustres du Loiret a pour objectif de conduire les visiteurs sur les pas de personnages ayant marqué leur époque et laissé leur empreinte dans un lieu ou un site du département.

750 noms sélectionnés

Un recensement a été effectué par le comité départemental du Loiret auprès des communes afin d'identifier les personnalités « historiques ». Pas moins de 750 noms ont été remontés ! Il a fallu choisir, et une première sélection de 80 noms a été retenue. D'autres entreront progressivement dans le Panthéon itinérant du Loiret.
La route des illustres bénéficie du soutien du Souvenir Français, qui honore la mémoire de tous ceux qui ont servi la France, et du mécénat financier du Crédit Agricole Centre Loire.
Les noms et les localisations des 80 premiers grands noms du Loiret sont visibles sur le site internet du comité départemental du tourisme. En naviguant sur une carte interactive, il est possible d'ouvrir les fiches biographiques de chaque célébrité locale. Des plaques seront apposées sur les lieux concernés et une application fonctionnant à la manière d'une chasse au trésor est à l'étude.

Nombril du monde

Parrain de cette nouvelle route touristique, Loràn Deutsch n'a pas manqué d'exprimer son attachement au Loiret dont il est voisin. C'est d'ailleurs à Orléans qu'il a débuté les visites filmées de sa chaîne YouTube *« à toute berzingue »* suivie par 120 000 abonnés. Il vient de réaliser une nouvelle vidéo en mode accéléré sur la ville de Gien.
« On est au cœur de l'Histoire dans le Loiret, explique-t-il. *La première grande route de ce qui va devenir la France, c'est la route de Paris à Orléans. Dans la forêt des Carnutes, qui s'étendait de l'ouest de Paris jusqu'à la Sologne, le lieu sacré où se réunissaient les druides était situé dans un périmètre incluant Saint-Gondon, Neuvy-en-Sullias et Saint-Benoît-sur-Loire. C'était l'omphalos sacré des Gaulois, un lieu considéré comme le nombril du monde. »*
Il est vrai que certains illustres ont parfois eu tendance à confondre leur propre ombilic avec celui de l'humanité !

Bruno Goupille

© Claudine Clodelle

Loràn Deutsch est le parrain de la route des illustres.

De célèbres inconnus

Si la notoriété de la plupart des 80 personnages de la route des illustres du Loiret est bien établie, il en est certains dont le nom n'est pas nécessairement familier du plus grand nombre. À côté de célébrités universelles comme Jeanne d'Arc, Louis XI, Winston Churchill (qui rencontra de Gaulle à la conférence de Briare en 1940), Georges Simenon (qui séjourna à Ingrannes), ou encore l'Orléanais Charles Péguy, il est des *« illustres »* du Loiret moins connus.
Ainsi, Jules Lemaître, écrivain et critique de théâtre né à Vennecy en 1854, n'encombre sans doute pas la mémoire de nombreuses personnes. Tout comme Ythier Sylvain Pryvé, pourtant général d'Empire, natif de Vannes-sur-Cosson. Ou encore Pierre Avezard, dit *« Petit Pierre »*, garçon-vacher au visage déformé créateur d'un manège d'art brut.
Le mérite de la route des illustres sera aussi de remettre dans la lumière ces figures que l'ombre du temps avait obscurcies.

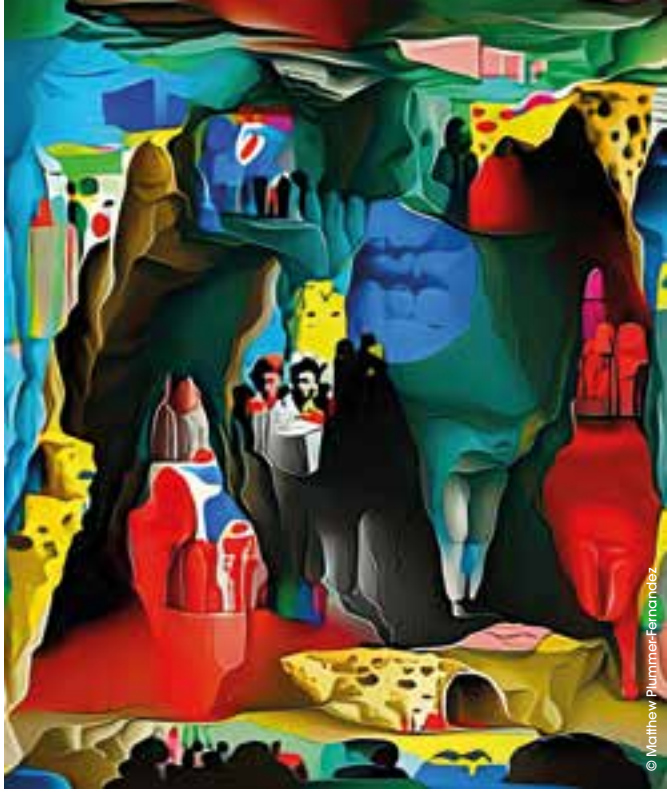
Quand l'art et le design s'affichent sur du mobilier urbain

Du 16 mars au 16 avril, les œuvres des élèves de l'École supérieure d'Art et de Design d'Orléans s'afficheront sur un support peu ordinaire : les mupi digitaux, pour une exposition à l'échelle de toute une ville !*

On a parfois l'impression que l'art, et surtout l'art contemporain, sont réservé à une élite, à des sachants seuls capables de le comprendre et de le décrypter. C'est contre ces idées reçues que l'École supérieure d'Art et de Design (Esad) d'Orléans entend se battre. En lien avec les services de la Ville d'Orléans et d'Orléans Métropole, l'Esad monte une exposition pour mettre l'art à la portée de tous. « Cela fait partie de nos missions que de diffuser l'art et le design à l'extérieur, commente Audrey Sallin-Pronier, responsable communication de l'Esad. L'idée est que nos réflexions, nos recherches, nos travaux ne restent pas enfermés dans nos murs, dans notre microcosme. L'Esad est un établissement de formation qui fait partie de la culture locale. Nous cherchons à externaliser nos expositions dans des lieux plus grand public pour toucher les citoyens et leur proposer des contenus d'actualité d'intérêt pour qu'ils comprennent le design de demain. »

Un médium atypique

Du 16 mars au 16 avril, les mupi* digitaux (une vingtaine sur Orléans) serviront de support aux trente œuvres sorties tout droit des esprits créatifs des élèves qui ont dû faire face aux contraintes liées au médium. Il fallait en effet concevoir des visuels adaptés à ce support atypique : format vertical ; nombre de pixels limités ; œuvre affichée pendant 10 secondes… Les résultats sont surprenants et parfois même déroutants. Défi relevé par les élèves de l'Esad qui auront su tirer le maximum de ces écrans digitaux avec des œuvres qui, l'espace d'un mois, provoqueront sans nul doute la surprise, les questionnements, et pourquoi pas, des émotions.



Visuel extrait de l'œuvre exposée dans le cadre de Fenêtre(s) sur cours : Cave Paintings de Matthew Plummer-Fernandez.

Une autre exposition, Fenêtre(s) sur cours, sera présentée par l'Esad à la collégiale Saint-Pierre-le-Puellier à Orléans du jeudi 30 mars au 28 mai 2023. Elle signera la réouverture après travaux de ce lieu dédié à la culture.

** Mobilier urbain pour l'information*

Estelle Cuiry

La nouvelle saison se prépare au parc floral d'Orléans

Le 20 mars débutera la nouvelle saison du parc floral d'Orléans. Comme chaque année, l'équipe a concocté une programmation riche en conservant les incontournables qui ont fait le succès du parc et en y ajoutant des surprises qui sauront séduire les habitués… et les autres !

Quatre mois… Cela fait quatre mois que les agents d'Orléans Métropole s'activent pour préparer la nouvelle saison du parc floral. Une saison placée sous le signe du renouveau et de l'innovation, *« avec un socle de tradition »*, tient à préciser Cécile Rémy, sa responsable. Un renouveau indispensable pour que le parc ne se fige pas comme la végétation en hiver et qui s'inscrit dans les jardins comme dans les animations culturelles et de loisirs. *« Nous devons chaque année venir interpeller les visiteurs et notamment les abonnés qui reviennent saison après saison. »*

Un savant mélange de nouveautés et d'incontournables

Le parc poursuit donc avec les grands principes qui ont montré leur efficacité et y ajoute des nouveautés : festivités pascales les 9 et 10 avril ; salon des arts du jardin les 22 et 23 avril ; rendez-vous aux jardins et 24 heures de la biodiversité les 3 et 4 juin ; spectacles jeune public sur des thématiques nature qui viendront rythmer la saison les 11 juin, 16 juillet et 13 août ; conférences sur la biodiversité les 25 juin, 30 juillet et 27 août ; soirées musicales les 22 juillet et 19 août ; journées européennes du patrimoine les 16 et 17 septembre ; fête de l'automne les 21 et 22 octobre…

Et, toujours, les animations pédagogiques qui ont attiré 10 000 enfants l'an passé. Du côté de la mini-ferme, on recrute ! Des poules et des moutons de races locales viendront rejoindre leurs congénères.

« Quand nous préparons une nouvelle saison, nous gardons toujours en tête que l'identité du parc se construit autour de son côté horticole, mais aussi autour de la culture et des loisirs. Au-delà de l'esthétisme, le parc a un véritable rôle à jouer dans la sensibilisation du public au monde végétal. Nous devons être moteur sur ce sujet et cela doit se sentir dans ce que l'on propose. »

La programmation complète sera annoncée mi-mars. Retrouvez-la sur parcfloraldelasource.com.

Estelle Cuiry

Cinquième édition du Cocorico Électro : découvrez la programmation 2023 !

Le Cocorico Électro revient les 13, 14 et 15 juillet 2023 au château de La-Ferté-Saint-Aubin pour une cinquième édition qui s'annonce une nouvelle fois exceptionnelle. Découvrez les noms des DJ qui viendront mixer au cœur de la Sologne cet été !

Un château du XVIIe siècle, des grands noms de la musique électronique, un show lumière et un feu d'artifice exceptionnel pour un festival unique en son genre, donné à l'occasion de la fête nationale française : Cocorico Électro ! En quelques éditions, l'événement est devenu, dans le parc du château de La-Ferté-Saint-Aubin, l'un des rendez-vous incontournables de la région Centre-Val de Loire auxquels participent *« les fans d'électro, mais aussi les acteurs économiques locaux qui en profitent pour organiser des rencontres business conviviales »*, raconte Agathe Pouillart, co-organisatrice.

Cette année encore, la programmation se veut très variée, avec des choix forts et la volonté de faire venir des pointures du monde de l'électro : Vitalic ; Bakermat ; Malaa ou encore Vladimir Cauchemar viendront enflammer le cœur de la Sologne ! *« La programmation de cette année correspond à une réalité financière, commente Agathe Pouillart. Nous avons recherché une cohérence entre des artistes électro confirmés et d'autres plus émergents pour proposer un plateau homogène. Et nous sommes très fiers de ce que nous présentons cette année ! »*

Programmation :
Jeudi 13 juillet : Céline Sundae X Dasson - Comme ça - My D - Étienne de Crécy - Vitalic
Vendredi 14 juillet : Shani - Mon cher Guy - Joachim Pastor - Bakermat - Vladimir Cauchemar
Samedi 15 juillet : Mel C - Les Gordon - Klingande - Hugel - Malaa

Cinq informations à retenir :

- Un cadre unique pour un festival : un château du XVIIe siècle
- Une installation scénique sur mesure avec un show lumière et pyrotechnique monumental à la hauteur de l'événement
- 18 000 festivaliers attendus sur trois jours
- Un festival ancré sur son territoire (partenaires et prestataires locaux)
- Deux scènes, dont une mettant en avant les jeunes talents

PORTES OUVERTES LES 11 & 12 MARS 2023

NOUVEAU LEXUS RX HYBRIDE RECHARGEABLE
TOUJOURS UN TEMPS D'AVANCE

Gamme Nouveau Lexus RX Hybride Rechargeable : consommations mixtes combinées (L/100 km) et émissions de CO_2 combinées (g/km) selon norme WLTP : 1,1 et 25.
*Vivez l'exceptionnel.

LEXUS ORLÉANS 660 rue de la Bergeresse - 45160 Olivet - 02 38 81 38 00
lexus.orleans@groupebernier.com • www.lexus-orleans.fr

Lexus Orléans

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer

Spiritueusement vôtre

Sabine et Laurent Brochard, respectivement sommelière et restaurateur à Orléans, ont remporté le trophée spécial 2023 de la « meilleure offre de spiritueux », décerné début janvier par le magazine Terre de vins et le Bureau National Interprofessionnel de l'Armagnac. Une distinction qui récompense des années de prospection et une proposition savoureuse.

Le magazine hebdomadaire Terre de vins décerne depuis sept ans maintenant les trophées qui récompensent les efforts des sommeliers et des restaurateurs, et donc les établissements qui se distinguent par la qualité des cartes de spiritueux qu'ils proposent. Parmi les 10 000 cartes de vins identifiées partout en France, plus de mille ont été étudiées par un jury d'experts et de professionnels. Parmi les critères, citons l'originalité et la diversité de l'offre, la lisibilité et la rigueur de la carte, le dynamisme et l'approche commerciale, donc aussi le rapport qualité/prix.
À ce jeu de finesse, Ver Di Vin a donc tiré la bonne carte. Sommelière et caviste à ses premières heures en 2001, Sabine Brochard, et son mari Laurent, restaurateur, font désormais merveille ensemble. Et l'établissement n'en est pas à son coup d'essai, déjà monté sur le podium en 2017 et 2018, jouant ainsi dans le Top 3 de sa catégorie. *« Cette fois,* explique Sabine, *on retentait le coup presque pour s'amuser. On sait que ce concours est aussi l'occasion de rencontrer d'autres professionnels, d'approcher les meilleurs sommeliers du monde, notamment Philippe Faure-Brac ».*
Petit par la taille (20 couverts le soir tout au plus), Ver Di Vin joue pourtant dans la cour des grands, avec une carte de vins et de spiritueux plutôt rare, qu'il faut savoir prendre le temps de découvrir. En deux tomes, elle détaille près de 650 références, un véritable ouvrage de référence, qui annonce logiquement en France des Cognacs et des Armagnacs, mais aussi pléthore de rhums, de sakés, de whiskys et de gins rares.

Un plaisir égoïste que je partage volontiers !

Laurent est cuisinier de formation. Sa passion pour les alcools d'exception est née d'un voyage quasi-initiatique en Écosse avec un spécialiste des whiskys. Une passion qui a rapidement pris corps et trouver un écho naturel dans le restaurant et dans la cave œnologique de Ver Di Vin. *« Je porte sur la carte les commentaires que l'on trouve rarement, faute de place, de temps ou de connaissance,* explique Laurent. *J'explique la provenance et la façon dont les produits sont distillés, mes recherches, mon analyse et bien sûr les tonalités qui les distinguent ».*
Et ne croyez pas que c'est là du marketing. Il s'agit bien du partage d'une expérience, souvent vécue sur des lieux de production, dans les vignes et les chais, parfois sur des salons professionnels. *« Il y a dedans de vrais partages humains »,* insiste Laurent.
Aussi amoureux des champignons et des jus courts, Laurent se plaît à revenir à ses fourneaux quand il n'est pas en quête de nouveaux flacons.

Stéphane de Laage

Sabine et Laurent Brochard.

L'apprentissage en région Centre-Val de Loire

En chiffres

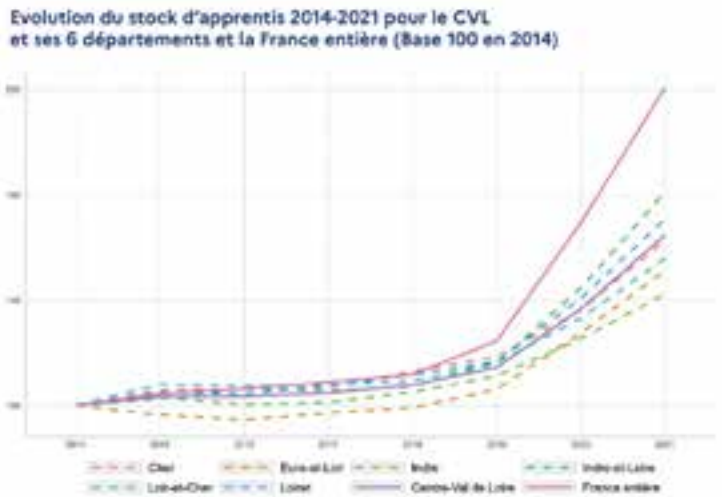
30 050
C'est le nombre d'apprentis en région Centre-Val de Loire en 2021, soit 3,5% de l'effectif national.

864 130
C'est le nombre d'apprentis à l'échelle nationale en 2021.

63,1%
C'est la part des hommes parmi les apprentis en région Centre-Val de Loire en 2021. Cette part a diminué de 4 points depuis 2017.

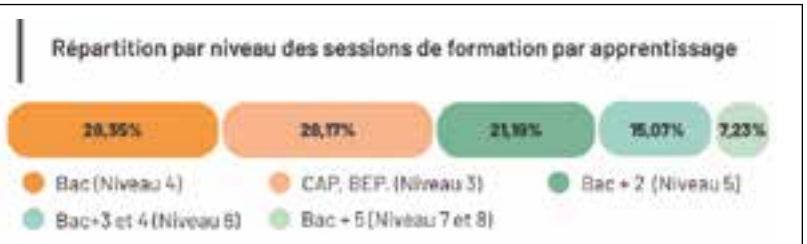
51,4%
C'est la part des apprentis âgés de 18 à 21 ans en région Centre-Val de Loire en 2021. Elle est la classe d'âges la plus représentée et a augmenté de 3,7 points depuis 2017.

96,6%
C'est la part des apprentis employés dans le secteur privé en région Centre-Val de Loire en 2021.

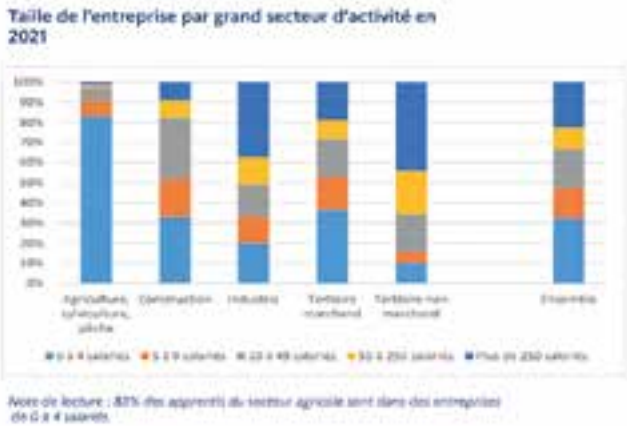


Source : Préfecture de la région Centre-Val de Loire – Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités.

Chiffres de 2022 - Source : GIP ALFA Centre-Val de Loire.



Chiffres de 2022 - Source : GIP ALFA Centre-Val de Loire.



Source : Préfecture de la région Centre-Val de Loire – Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

ACS LOCATION

Louer Facile ? Louez ACS !

acslocation.fr

© Creation : ACS.COM Crédits photos Adobe Stock

ACS, pour tous depuis plus de 30 ans.

ACS ORLÉANS
02 46 65 12 75
6 Rue Henry Dunant

ACS TOURS NORD
02 47 49 19 19
2-4 Rue Pierre et Marie Curie

ACS TOURS SUD
02 47 48 24 24
4 Route du Saint-Laurent

ACS POITIERS
05 49 38 18 33
4 Rue du Carreau

ACS LA ROCHELLE
05 46 28 13 13
10 Rue Jules Verne